



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2025-2026

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE
L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES
MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

Avril 2025

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux

# demande 2025-2026	Nom de la demande 2025-2026
G01	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour ;</p> <p>b) la copie des programmes et rapports de mission ;</p> <p>c) les personnes rencontrées ;</p> <p>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;</p> <p>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;</p> <p>f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;</p> <p>g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; <p>h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p>
G02	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :</p> <p>a) les raisons du déplacement;</p> <p>b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</p> <p>c) les coûts ventilés.</p>
G03	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <p>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025 , et les prévisions pour 2025-2026;</p> <p>b) les noms des firmes de publicité retenues;</p> <p>c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>d) le but visé par chaque dépense;</p> <p>e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</p> <p>f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;</p> <p>g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;</p> <p>h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.</p>
G04	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>f) le but visé par chaque dépense;</p> <p>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</p> <p>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</p> <p>m) le but visé par chaque dépense;</p> <p>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>
G05	<p>La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense ;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense ;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p>

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux

# demande 2025-2026	Nom de la demande 2025-2026
G06	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>
G07	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
G08	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.
G09	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.
G10	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les coûts estimés par année ; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux

# demande 2025-2026	Nom de la demande 2025-2026
G11	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <p>a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.</p>
G12	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.</p>
G13a	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;</p>
G13b	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;</p>
G13c	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;</p>
G13d	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p>
G13e	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :</p> <p>- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.</p>
G13f	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;</p>
G13g	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;</p>

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux

# demande 2025-2026	Nom de la demande 2025-2026
G13h	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
G13i	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
G13j	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
G13k	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
G13l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
G13m	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
G13n	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
G13o	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
G13p	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
G13q	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
G13r	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1er novembre 2024.
G14a	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
G14b	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
G14c	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
G15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux

# demande 2025-2026	Nom de la demande 2025-2026
G16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
G17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
G18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
G19	Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
G20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.
G21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2025-2026.
G22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.
G23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux

# demande 2025-2026	Nom de la demande 2025-2026
G24	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</p> <p>Ventiler le montant total par catégorie.</p>
G25	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
G26	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois; g) le nombre de visiteurs uniques mensuellement h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.</p>
G27	<p>Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <p>a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</p>
G28	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :</p> <p>a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.</p>
G29	<p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p>
G30	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.</p>
G31	<p>L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.</p>
G32	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.</p>
G33	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
G34	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>
G35	<p>Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.</p>
G36	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p>

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux

# demande 2025-2026	Nom de la demande 2025-2026
G37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
G38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
G39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
G40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
G41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
G43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date ; b) la nature ; c) les questions posées ; d) les réponses ; e) la firme retenue ; f) les coûts.
G44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.
G45	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.
G46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;
G47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.
G48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.
G49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.
G50	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
G51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux

# demande 2025-2026	Nom de la demande 2025-2026
G52	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
G53	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.
G54	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
G55	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
G56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
G57	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.
G58	Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant : a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
G59	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.
G60	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.
G61	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans
G62	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.
G63	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.
G64	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
G65	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
G66	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
G67	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
G68	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
G69	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

Étude des crédits 2025-2026
Demande de renseignements généraux

# demande 2025-2026	Nom de la demande 2025-2026
G70	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;</p>
G71	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025 :</p> <p>a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</p>
G72	<p>Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.</p>
G73	<p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.</p>

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'Internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du ROAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main-d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 - La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour ;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission ;
 - c) les personnes rencontrées ;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
 - f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
-

Aucun voyage hors Québec n'a été fait par le Tribunal administratif du logement durant la période 2024-2025.

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- g) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>

2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :
 - a) les raisons du déplacement;
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés;
-

Aucun voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère au Québec n'a été fait par un dirigeant du Tribunal administratif du logement durant la période 2024-2025.

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Sans objet

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant:
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) Le but visé par chaque dépense;
 - e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes.
 - g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
 - h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme.

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré. Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le cabinet ministériel:

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- h) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) Sans objet
- j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- k) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- l) Sans objet
- m) Sans objet
- n) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- o) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits
- g) Sans objet
- h) Sans objet
- i) Sans objet

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>.

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025 en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ (2024-2025)

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat¹	e) Montant
6260845 Canada inc	Vitrier	GG	2 865,00 \$
9203-4800 Québec inc.	Aménagement de bureau	GG	12 117,35 \$
9296-1341 Québec inc.	Transcription	GG	7 318,92 \$
9332-3947 Québec inc. (Plaza Universel)	Location de salle	GG	23 900,00 \$
9390-4027 Québec Inc. (Quality Hôtel Saint-Jean-sur-Richelieu)	Location de salle	GG	2 350,00 \$
9476-6227 Québec inc.	Courrier messagerie	GG	3 277,00 \$
Adobe	Licence informatique	GG	1 334,67 \$
Air Spécialiste inc.	Entretien des unités informatiques et de la salle des serveurs	GG	1 448,00 \$
Ameublements Tanguay	Équipement informatique	GG	1 013,74 \$
Apple Canada inc.	Équipement informatique	GG	4 995,00 \$
Battista Turcot Israel s.e.n.c	Avocat	Honoraires tarifés	5 835,00 \$
BCF s.e.n.c.r.l.	Avocat	Honoraires tarifés	16 639,06 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat ¹	e) Montant
Boisjoly, Bédard & associés inc.	Transcription	GG	1 644,00 \$
Cablevision	Service de connexion internet	GG	2 609,04 \$
Camiq inc.	Formation	GG	3 725,00 \$
CDW Canada corp.	Fournitures	GG	12 216,61 \$
CEGEP Marie-Victorin	Formation	GG	5 049,00 \$
Centre de téléphone mobile ltée	Service de téléphonie mobile	GG	2 916,10 \$
Chubb Fire & Security Canada	Maintenance système de contrôle d'accès	GG	1 087,39 \$
Coginov inc.	Système de gestion documentaire	AOI	17 750,00 \$
Compugen inc.	Licence	GG	6 792,51 \$
Corporation de services du barreau du Québec, La	Placement média – Appel de candidatures	GG	2 450,00 \$
Cossette Média inc.	Placement média – Appel de candidatures	GG	2 852,76 \$
Delta Trois-Rivières	Location de salle	GG	2 126,55 \$
Déménagement Mont-Bruno/Lakeshore inc.	Transport de mobilier	AOP	3 473,40 \$
Desjardins, Jacques	Location de salle	GG	1 565,60 \$
Droit-inc.com ltée	Affichage d'offres d'emploi	GG	5 609,00 \$
Druide Informatique inc.	Licence informatique	AOI	1 296,00 \$
Éco Entreprises Québec	Contribution annuelle	GG	12 790,00 \$
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Accès électronique et ouvrages de référence	GG	6 874,50 \$
Électronique Microtech Canada inc.	Système de gestion d'aire d'attente	GG	7 508,54 \$
Emballages 3S	Fournitures	GG	1 435,64 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat ¹	e) Montant
Entreprises Yvon Blais & fils inc., Les	Vitrier	GG	3 420,00 \$
Enveloppe Laurentide inc.	Fournitures	AOI	21 382,96 \$
Enviro Connexions	Collecte des déchets	GG	1 691,88 \$
ESI Technologies de l'information inc.	Licence informatique	GG	24 832,50 \$
Étude Derepentigny inc.	Huissier	GG	3 791,09 \$
Évaluation Personnel Sélection International inc.	Développement de tests de recrutement	GG	2 951,00 \$
Eventbrite	Abonnement	GG	1 066,29 \$
Eximm - GSE Gestion Place Québec inc.	Entretien de locaux	GG	11 159,67 \$
Exposant 3 inc.	Consultant	Honoraires tarifés	15 521,87 \$
Fortra Terranova Sécurité	Abonnement	GG	4 365,33 \$
Foxit Software inc.	Licence informatique	GG	10 252,20 \$
Gestion d'achats Ram inc.	Fournitures	AOP	3 882,74 \$
Gingras St-Onge Huissiers de justice inc.	Huissier	GG	1 000,00 \$
Grand Hôtel Times Sherbrooke inc.	Location de salle	GG	1 000,00 \$
Grand Hôtel Hôtel Laval	Location de salle	GG	18 633,08 \$
Hewlett Packard Enterprise Canada Cie	Fournitures	GG	5 242,80 \$
Hickson Noonan	Avocat	Honoraires tarifés	8 240,51 \$
Holiday Inn Longueuil	Location de salle	GG	1 975,00 \$
Hôtel Comfort Inn & Suites St-Jérôme	Location de salle	GG	2 490,00 \$
Hôtel et suites Le Dauphin Drummondville	Location de salle	GG	4 165,00 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat¹	e) Montant
Hôtel MOCO	Location de salle	GG	3 500,01 \$
Hypertec Systèmes inc.	Matériel informatique	AOP	19 482,36 \$
Jean, Daniel (huissier de justice)	Huissier	Honoraires tarifés	4 928,47 \$
Journal inc., Le	Location de salle	GG	1 332,36 \$
L.D.J.V. Courrier Plus inc.	Courrier et messagerie	GG	1 137,42 \$
Laval Comfort Inn	Location de salle	GG	2 860,00 \$
Lavoie, Magalie (conseillers en gestion)	Service professionnel	GG	2 612,50 \$
Leblanc, François (avocat)	Avocat	Honoraires tarifés	3 389,00 \$
Lexisnexis Canada inc.	Fournitures	GG	3 225,04 \$
Micro Technologies	Matériel informatique	GG	5 750,00 \$
Momentum 2000 inc.	Entretien des refroidisseurs d'eau	GG	3 068,83 \$
Nautilus plus	Abonnement	GG	1 100,00 \$
O ² WebSolutions inc.	Hébergement pour PCI	GG	1 713,52 \$
Okiok Data Itée	Accompagnement pour PCI	GG	1 200,00 \$
Okpiapik sécurité solution inc.	Agent de sécurité	GG	4 774,98 \$
Paradis Montpetit Beauchamp inc.	Huissier	GG	1 580,00 \$
PDQ.COM corporation	Licence informatique	GG	1 608,37 \$
PrintersPlus Ltd.	Fourniture	GG	3 925,50 \$
Productions Mégamix inc.	Location d'équipement	GG	2 078,01 \$
Professionnels en règlement des différends S.A.	Service professionnel	GG	22 323,75 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat¹	e) Montant
Publication Mass-média inc. (Le courrier parlementaire)	Presse électronique	GG	2 350,00 \$
Quality Inn Rouyn-Noranda	Location de salle	GG	2 825,41 \$
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Abonnement annuel	GG	2 843,81 \$
Rouge Vin inc., Le	Location de salle	GG	1 575,00 \$
Samsung Electronics Canada inc.	Équipement informatique	GG	5 399,94 \$
SAS Institute [Canada] inc.	Licence informatique	GG	22 989,00 \$
Sécurité B.S.L. Itée	Agent de sécurité	GG	8 161,50 \$
Sécurité Memphré F.J.T. inc.	Agent de sécurité	GG	3 305,47 \$
Sécurité Sirois évènements spéciaux inc.	Agent de sécurité	GG	5 376,00 \$
Service d'installation Castonguay (9457-0033 Québec inc.)	Service professionnel	GG	5 772,00 \$
Service d'Interprétation Visuelle et Tactile du Montréal-Métropolitain	Service d'interprétation	GG	2 585,00 \$
Service régional d'interprétariat de l'Est du Québec inc.	Service d'interprétation	GG	1 445,00 \$
Services conseils Hardy inc., Les	Formation	GG	3 590,00 \$
Services de Sécurité Spécialisée S3-K9 inc.	Agent de sécurité	GG	15 680,61 \$
Shopper + inc.	Fournitures	GG	4 135,72 \$
Société en commandite transport de valeurs GARDA	Transport de valeurs	GG	15 531,26 \$
Softchoice LP	Maintenance informatique	GG	8 162,88 \$
Solutions P.F.T. inc.	Fournitures	GG	24 816,30 \$
Solutions XMedius inc., Les	Maintenance informatique	GG	18 614,00 \$
Staples Business Advantage	Fournitures	GG	7 761,84 \$

a) Fournisseurs	c) Objet du contrat	Nature du contrat ¹	e) Montant
Stericycle, ULC	Déchetage de documents	AOP	3 416,41 \$
Tandem Graphique (Tandem Grafik)	Fournitures	GG	1 429,50 \$
Team Viewer GmbH	Licence informatique	GG	2 192,00 \$
Telus Communications inc.	Service de téléphonie mobile	AOP	13 043,28 \$
TELUS Health [Canada] Ltd.	Programme d'aide aux employés	AOP	4 892,50 \$
Thomson Reuters	Ouvrages de référence	GG	18 012,28 \$
Vidéotron Itée	Service de connexion internet	GG	4 781,27 \$
Ville de Salaberry-de-Valleyfield	Location de salle	GG	17 472,44 \$
Vitrierie de la Vallée	Vitrier	GG	3 812,00 \$
Vitrierie Fortin de la Montérégie inc.	Vitrier	GG	1 545,00 \$
Wolters Kluwer Canada Limited	Accès électronique et ouvrages de référence	GG	5 730,00 \$
TOTAL			662 766,84 \$

Note 1 :

Lexique	
GG =	Gré à gré
AOI =	Appel d'offres sur invitation
AOP =	Appel d'offres public

Les questions b), d), f) et g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'organisme. <https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

7. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

8. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :
- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site de l'organisme :

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

9. Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
 - k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère:
 - La valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
 - l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
 - m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.
-

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Sans objet
- h) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- i) Sans objet
- j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- k) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- l) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- m) Aucune.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante:

<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

10. Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) la liste des fournisseurs;
 - e) une copie du plan de déploiement.
-

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf.
- e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

11. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Catégorie des dépenses	Coût 2024-2025¹
a) Photocopie :	33 959 \$
b) Mobilier de bureau :	151 046 \$
c) Ameublement :	0 \$
d) Décoration et embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes:	0 \$
e) Distributeur d'eau de source :	535 \$
f) Remboursement des frais de transport :	97 838 \$
g) Remboursement des frais d'hébergement :	35 853 \$
h) Remboursement des frais de repas :	32 283 \$
i) Remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	0 \$
j) Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
I. a) au Québec :	
Frais de voyage	19 048 \$
Frais d'inscription	19 448 \$
II. b) à l'extérieur du Québec :	
Frais de voyage :	0 \$
Frais d'inscription :	0 \$

Note 1 : Les montants inscrits couvrent la période du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

12. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie:
- a) le coût des contrats téléphoniques;
 - b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
 - d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
 - e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphones intelligents;
 - f) le coût d'acquisition des appareils;
 - g) le coût d'utilisation des appareils;
 - h) les noms des fournisseurs;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) les iPads ou autre type de tablette électronique.

Dépenses téléphoniques	Coûts 2024-2025
b) Le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme.	0 \$
c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme.	0 \$
d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	0 \$
e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	-
i) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	-
j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.	-

Pour les questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

- 13.a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

13.e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :

- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- 13.i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2025-2026: n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

13.m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: o) le nombre d'employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
-

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

- 13.p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- 13.q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026: s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
-

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

- 13.r) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : r) le nombre de postes demeurés vacants en raison des mesures de contrôle des dépenses (gel de recrutement) décrétées par le gouvernement du Québec le 1^{er} novembre 2024.
-

Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

14. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Quatre des sept employés réguliers ayant quitté pour la retraite en 2024-2025 ont été remplacés ou le seront en février 2025. Les trois autres postes sont toujours vacants au 31 janvier 2025 mais des processus de comblement sont en cours.

c) Au 31 janvier 2025, il y a eu 10 personnes retraitées engagées en 2024-2025 à titre d'employées occasionnelles ayant un contrat de travail d'un an moins un jour, et ce, conformément à la directive gouvernementale concernant les emplois occasionnels de la fonction publique.

15. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

a) b) c) d) e) et f)

a) Emplacement	b) Superficie louée en m ²	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2023-2024	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
BAIE-COMEAU 625, boul. Laflèche	33,65	6 877,90 \$		2025-06-14	Société en commandite Laflèche
DRUMMONDVILLE 1680, boul. Saint-Joseph	96,81	18 647,90 \$		Note 1	S.Q.I.
GASPÉ 96, montée de Sandy Beach	41,16	12 154,00 \$		Note 1	S.Q.I.
GATINEAU 170, rue de l'Hôtel-de-ville	373,19	85 797,30 \$	4 064,06 \$	Note 1	S.Q.I.
GRANBY 77, rue Principale	174,27	29 668,20 \$	13 675,44 \$	Note 1	S.Q.I.
JOLIETTE 150, rue Saint-Paul	132,19	25 642,60 \$	1 454,75 \$	2024-04-30	Gestion Centre Joliette Inc.
LAVAL 1434-1438, boul. Daniel-Johnson	627,45	143 817,40 \$		2027-07-31	161161 Canada Inc.

a) Emplacement	b) Superficie louée en m ²	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2023-2024	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
LONGUEUIL 201, Place Charles-Lemoyne	642,36	100 742,20 \$		Note 1	S.Q.I.
MONTRÉAL (Village olympique) 5199, rue Sherbrooke Est	4 934,90	1 234 177,10 \$		2027-06-30	Capreit 2 limited partnership
MONTRÉAL (Entrepôt) 190, boul. Crémazie Est	746,77	101 184,00 \$		Note 1	S.Q.I.
MONTRÉAL (Centre-ville) 1425, boul. René-Lévesque Ouest	754,03	168 449,00 \$	1 408,87 \$	2024-02-28	Complexe 1425 RLO S.E.C.
MONTRÉAL (Beaubien) 4995, rue Beaubien Est	570,20	124 014,50 \$		2024-02-02	S.Q.I.
QUÉBEC 900, boul. René-Lévesque Est	847,39	289 778,00 \$		2028-03-31	9292-6369 Québec Inc.
RIMOUSKI 335, 337 rue Moreault	154,35	26 100,00 \$		Note 1	S.Q.I.
RIVIÈRE-DU-LOUP 385, rue Lafontaine	32,60	6 603,80 \$		Note 1	S.Q.I.
ROBERVAL 755, boul. Saint-Joseph	17,37	3 391,70 \$		2027-10-31	Société en commandite Plaza Roberval Enr.
ROUYN-NORANDA 255, rue Principale	88,74	16 429,50 \$		2028-10-31	9394-4189 Québec inc.
SAGUENAY 3950, boul. Harvey	277,02	55 652,90 \$		Note 1	S.Q.I.
SAINT-JÉRÔME 500, boul. des Laurentides	195,70	37 180,30 \$		2026-12-15	Investissements Galeries des Laurentides Ltée
SAINT-HYACINTHE 3225, avenue Cusson	52,74	10 358,80 \$		2025-11-03	Beauward Immobilier inc.
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU 109, rue Saint-Charles	124,14	24 979,80 \$		Note 1	S.Q.I.
SALABERRY DE VALLEYFIELD 151, rue Salaberry Ouest	93,95	18 702,40 \$		2027-09-30	9183-2436 Québec Inc.

a) Emplacement	b) Superficie louée en m ²	c) Coût total	d) Coût des aménagements 2023-2024	e) Durée du bail	f) Propriétaire de l'espace loué
SEPT-ÎLES 456, avenue Arnaud	72,22	14 361,80 \$		2025-12-30	9074-9656 Québec inc.
SHAWINIGAN 212, 6 ^e rue de la Pointe	67,08	11 394,60 \$		Note 1	S.Q.I.
SHERBROOKE 200, rue Belvédère Nord	272,78	45 502,60 \$	5 091,16 \$	Note 1	S.Q.I.
THETFORD-MINES 693, rue Saint-Alphonse Nord	5,18	867,30 \$		Note 1	S.Q.I.
TROIS-RIVIÈRES 100, rue Lavolette	291,49	41 663,40 \$	1 166,24 \$	Note 1	S.Q.I.
VAL D'OR 595, 6 ^e Avenue	21,04	4 794,90 \$		2024-01-07	Monsieur André Soucy
Total versé à la SQI		2 658 933,90 \$	26 860,52 \$		

Note 1 : Aucune durée de bail pour les immeubles en propriété de la Société québécoise des infrastructures (S.Q.I.)

- g) Aucune résiliation de bail en cours d'année.
- h) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- i) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- j) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- k) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>

16. Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir:
- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
 - b) La valeur estimée de ceux-ci;
 - c) Les coûts d'entretien annuel;
 - d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
-

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Le Tribunal administratif du logement n'a aucun actif immobilier excédentaire pour l'année 2024-2025.

17. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :
- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

b) et c) Aucun déménagement, aménagement, rénovation ou autres travaux n'ont été effectués dans les espaces occupés par la haute direction du Tribunal administratif du logement en 2024-2025.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

18. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) la masse salariale totale par cabinet;
 - e) Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - f) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
-

Sans objet

19. Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/transparent.asp>

20. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
 - g) les prévisions pour 2025-2026.
-

Au 31 janvier 2025, il n'y a aucun membre du personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique hors structure.

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

21. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

22. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) par catégorie d'âge;
 - c) prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

23. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant:
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
-

Au 31 janvier 2025, aucun employé n'était affecté à un autre organisme public, parapublic, parapublic non gouvernemental ou autres.

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Sans objet
- e) Sans objet
- f) Sans objet
- g) Sans objet

24. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

a) b) c)

Fournisseur	Abonnement	Coût
Canva	Design de communication visuelle	256 \$
Cyberimpact inc.	Plateforme de marketing par courriel	430 \$
Thomson Reuters	Accès à l'information : loi annotée (selon MAJ)	921 \$
	Code civil du Québec et Code de procédure civile du Québec (volumes reliés en format poche, 79 exemplaires)	5 370 \$
	La Référence – Juridique et ressources humaines (accès électronique)	11 534 \$
Wilson & Lafleur	Lois et règlements sur le logement locatif (MAJ + recueils)	6 875 \$
Wolters Kluwer Québec Ltée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels (selon MAJ)	5 730 \$
LexisNexis	JurisClasseur Québec – Collection de 23 volumes (selon MAJ)	3 225 \$
Le Devoir Inc.	Journal Le Devoir	139 \$
SOQUIJ	Banque AZIMUT (électronique - Inclus Express logement)	1 989 \$
Publication Mass-Média Inc.	Le Courrier parlementaire (électronique)	2 350 \$
I.C.I. Influence communication Inc.	Revue de presse écrite et électronique	35 242 \$
Shutterstock Canada	Accès à des banques d'images et de musiques	367 \$

Note : compilation faite du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025

d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

25. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Tribunal administratif du logement n'a déboursé aucune somme en 2024-2025 pour l'achat de billet(s) de saison, de billets de spectacles ou d'événement sportifs et culturels, de billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre.

26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) le nombre de visiteurs (« hits ») par mois;
 - g) nombre de visiteurs uniques mensuellement;
 - h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
 - i) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - j) le responsable du contenu sur le site.
-

- a) www.tal.gouv.qc.ca
www.rdl.gouv.qc.ca
- b) Likuid.com
- c) Aucun coût de construction en 2024-2025.
- d) Hébergement : 7 188,00 \$
Entretien et mise à jour : 41 955, 88 \$
- e) Aucun coût en 2024-2025.
- f) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- g) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- h) Réservation de noms de domaines : 228,00 \$
- i) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- j) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

27. Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant:
- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes et organismes rencontrés;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
-

Sans objet

28. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :
- a) le détail des mandats;
 - b) le coût (déplacements, etc.);
 - c) le nombre de ressources affectées;
 - d) le nombre de rencontres;
 - e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
 - f) l'objet;
 - g) les dates.
-

Sans objet

29. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

30. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

31. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2025-2026 des ministères et organismes.

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

33. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
-

Sans objet

34. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Sans objet

35. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2024-2025, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été versée à un employé assujetti à la *Loi sur la fonction publique* (cadre, professionnel et fonctionnaire).

Seuls les membres du Tribunal provenant du secteur privé ont droit à une allocation de transition lors de leur départ. Pour l'année 2024-2025, trois allocations ont été versées, deux de 169 950 \$ et une 70 813 \$.

37. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

38. La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

39. Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

40. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):
- a) la dépense totale (opération et capital) ;
 - b) les grands dossiers en cours ;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

-
- a) la dépense totale (opération et capital) :

CATÉGORIE DE COÛTS	2024-2025 ¹
Rémunération du personnel de l'OP	1 203 650 \$
Rémunération du personnel d'un autre OP en PS	0 \$
Ressources externes	15 522 \$
Impartition auprès d'un autre OP	174 583 \$
Impartition externe	337 992 \$
Acquisition	669 056 \$
Location	0 \$
Autres frais	0 \$
Réserve	0 \$
TOTAL	2 400 803\$

¹Dépenses extraites au 31 janvier

- b) les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/accueil/>).

- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques :

Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI :

L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>.

- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

L'information recherchée se retrouve à l'adresse Internet suivante:
<https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/portrait-de-la-main-d-oeuvre-en-ti-de-la-fonction-publique-du-quebec>.

41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

42. Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

Ordre professionnel	Membres	Montant des cotisations
Barreau du Québec	60	122 279,38 \$
Chambres des Notaires	4	7 985,90 \$
TOTAL	64	130 265,28 \$

43. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer:

- a) La date ;
 - b) La nature ;
 - c) Les questions posées ;
 - d) Les réponses ;
 - e) La firme retenue ;
 - f) Les coûts.
-

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- e) Sans objet
- f) Sans objet

44. Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Le Tribunal administratif du logement n'a déboursé aucune somme en 2024-2025 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre ses activités.

45. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

46. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027;

4 705,35\$.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet de l'organisme :

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/a-propos/publications-et-documents>

47. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

En matière de développement durable, le Tribunal administratif du logement intègre les principes d'acquisition écoresponsable pour ses achats. Le coût des achats écoresponsables étant inclus dans les dépenses de fonctionnement, celui-ci s'avère difficile à isoler.

Le Plan d'action de développement durable 2023-2028 du Tribunal est disponible sur le site Internet de l'organisme :

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/a-propos/publications-et-documents>

48. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure :

pp) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

49. Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de :

III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au document « Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes ».

50. Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :
- a) le nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
 - b) le nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
 - c) le nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;
 - d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
 - e) le nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
-

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

51. Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

En 2024-2025, le Tribunal administratif du logement a remboursé aux employés 2 977,29 \$ pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

52. Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a) les sommes dépensées;
- b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) Au 31 janvier 2025, la somme dépensée en lien avec le Programme d'aide aux employés était de 1 957 \$.

b) Au 31 janvier 2025, la somme dépensée spécifiquement en ressources externes en la matière était de 1 957 \$.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme.

<https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

53. Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

Sans objet

54. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :
- a) le lieu ;
 - b) le coût ;
 - c) la ou les dates de participation ;
 - d) le nombre de participants ;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://extranet.tal.gouv.qc.ca/internet/fr/acces/depensesDuTal.asp>

55. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin
-

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits

56. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025:

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
-

- a) Trois employés sont affectés au Service des communications du Tribunal.
- b) 170 783 \$ en rémunération.
- c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) La réponse est fournie à la demande générale 06.

57. Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer :
- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
 - b) le type d'incidents;
 - c) les sommes dépensées en gestion des incidents.
-

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

58. Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
 - b) L'endroit précis;
 - c) La liste des personnes présentes;
 - d) L'ordre du jour;
 - e) Les procès-verbaux;
 - f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)
-

- a) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- d) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- e) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- f) 9 272,54\$

59. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

-
- a) Quatre stagiaires ont été reçus au cours de l'année 2024-2025.
 - b) Cette sous-question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
 - c) La rémunération versée aux stagiaires pour l'année 2024-2025 totalise 18 327,86 \$.

60. Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

Sans objet

61. Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

62. Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

63. Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

64. Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
-

Sans objet

65. Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet de l'organisme. <https://www.tal.gouv.qc.ca/fr/acces-a-l-information/engagements-financiers-et-contrats>

66. Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

67. Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Pour les meubles qui sont propriété du Tribunal administratif du logement:

La valeur des actifs meubles possédés au 31 janvier 2025 est de 327 561,86\$.

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Le Tribunal administratif du logement ne possède aucun immeuble au 31 janvier 2025.

68. Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

69. Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.
-

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante:
<https://soquij.qc.ca/a/fr>.

70. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
-

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca>.

71. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2024-2025:

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 du Tribunal administratif du logement.

72. Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
-

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

73. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Comité de renouvellement de mandat de juges administratifs :

Nom et Prénom	Honoraires versés
Demers, Isabelle	418,35 \$
Makela, Finn	400,00 \$
Tremblay-Potvin, Charles	600,00 \$
Lauzière, Lucie	1 750,00 \$
Martin, Claude	600,00 \$
Gagné, Pierre	615,60 \$
Morin, Sophie	600,00 \$



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
REQUIS PAR LE PREMIER GROUPE D'OPPOSITION

Avril 2025

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Volet — Habitation

Étude des crédits 2025-2026

Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

MARS 2025

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2024-2025, indiquer :
 - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - c) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

2. Sommes dépensées en 2024-2025, et incluant les prévisions pour 2025-2026, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

3. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2024-2025, en indiquant pour chacun :
 - a) son mandat ;
 - b) la liste des membres ;
 - c) le budget dépensé ;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
 - e) les résultats atteints.

4. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation en habitation, fournir pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 :
 - a) le nom de toutes les campagnes ;
 - b) les coûts de ces campagnes ;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) les dates de diffusion de la campagne ;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.

5. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025:
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
 - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

6. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025:
 - a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;
 - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

7. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2024-2025, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2025-2026.

8. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2024-2025. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés, le montant reçu; Veuillez également nous transmettre la liste des programmes (parmi ceux qui sont mentionnés ci-dessous), qui sont terminés, fermés et/ou remplacés, en indiquant le remplacement.

- a) SBL Public — régulier ;
- b) SBL Public — Inuit ;
- c) SBL Public — Inuit (Plan Nord — 300 logements) ;
- d) SBL Privé — Autochtones (urbains et ruraux) ;
- e) SBL Privé — régulier et spécial ;
- f) Programme d'aide aux organismes communautaires ;
- g) Programme de supplément au loyer (PSL) ;
- h) Programme de supplément au loyer Québec (PSLQ) ;
- i) Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités ;
- j) Programme Allocation logement ;
- k) Achat Rénovation ;
- l) Programme AccèsLogis Québec ;
- m) Logement abordable Québec ;
- n) Programme d'hébergement temporaire et d'aide à la recherche de logement (PHTARL) ;
- o) Programme d'adaptation de domicile (PAD) ;
- p) Logements adaptés pour aînés autonomes ;
- q) Programme de rénovation « RénoRégion » ;
- r) Programme de rénovation « Rénovation Québec » ;
- s) Programme d'amélioration des maisons d'hébergement ;
- t) Revitalisation des vieux quartiers ;
- u) Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite ;
- v) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord ;
- w) Accession à la propriété et rénovation Kativik — Anciennes unités ;
- x) Programme spécial de rénovation — Kitcisakik ;
- y) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec ;
- z) Programme d'appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation (PADIQH)
- aa) Programme d'intervention résidentielle — Mérule
- bb) Programme petits établissements accessibles
- cc) Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs
- dd) Programme de garantie de prêt pour les sinistrés de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
- ee) Programme (HLM)
- ff) Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM)
- gg) Soutien financier pour les ménages en attente de leur résidence
- hh) Programme d'habitation abordable Québec – 3 volets du programme (PHAQ)
- ii) Programme autorisant le financement du déficit d'exploitation de certains ensembles immobiliers du parc d'habitations à loyer modique
- jj) Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)
- kk) Programme d'aide financière visant la préservation du parc immobilier communautaire
- ll) Programme visant à stimuler le développement et la concertation d'initiatives publiques et privées en matière d'habitation
- mm) Programme de financement en habitation (PFH)

Tribunal administratif du logement

9. Nombre de régisseurs à l'emploi en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026. Veuillez également nous transmettre le nombre de départs, incluant les raisons derrière ces départs.
10. Nombre de causes entendues par régisseur pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
11. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause pour 2024-2025.
12. Fournir les statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, en indiquant pour 2024-2025:
 - a) la nature des recours intentés, triés par type de recours ;
 - b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête ;
 - c) le nombre de décisions rendues ;
 - d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition ;
 - e) les délais entre l'audition et la signification de la décision ;
 - f) le nombre de décisions contestées ;
 - g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées ;
 - h) le nombre de forclos.

Veillez également nous transmettre les statistiques en ce qui a trait aux appels téléphoniques sur les points suivants :

- i) le nombre d'appels répondus par les préposés aux renseignements;
- j) le nombre d'appels répondus par les préposés de Services Québec;
- k) le nombre d'appels traités par le système de réponse vocale interactif;
- l) le temps d'attente moyen au téléphone;
- m) le temps de la durée moyenne de navigation au sein du service de réponse vocale interactif ;
- n) le nombre d'appels non répondus;

13. Fournir le bilan de l'application de la loi n° 162 : *Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau* sanctionnée le 31 mai 2018.

Société d'habitation du Québec (SHQ)

14. Dans le cadre de la Stratégie québécoise en habitation, veuillez nous transmettre le bilan ou l'état de situation de l'état actuel de la stratégie, la liste des mesures réalisées, en cours et à venir, spécifiquement en ce qui a trait à l'atteinte des objectifs stratégiques visés par les 2 axes d'intervention mentionnés :

Axe 1 – Créer un environnement propice à la croissance de l'offre de logements

- a) Soutenir la productivité dans le secteur de la construction,
- b) Outiller les partenaires municipaux pour favoriser le développement résidentiel,
- c) Exploiter le potentiel des immeubles existants,
- d) Préserver l'offre existante.

Axe 2 – Soutenir les ménages selon leurs besoins

- e) Favoriser l'accessibilité et l'abordabilité,
- f) Répondre aux besoins particuliers de certains ménages,
- g) Préserver l'équilibre entre les droits des locataires et ceux des locateurs.

15. Pour 2024-2025, fournir le nombre de demandeurs des programmes de la Société d'habitation du Québec qui ont subi une diminution de leur prestation parce qu'ils recevaient également une pension alimentaire.

16. Dans le cadre du programme habitation abordable Québec (PHAQ), pour chacun des 3 volets programme (1-Projets pour ménages à revenu faible ou modeste, 2-Projets pour personnes ayant des besoins particuliers en habitation, 3- Initiative de multilogements hautement préfabriqués), veuillez nous transmettre :

- a) le montant global, ventilé par projet, des subventions versées en 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026 ;
- b) le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements réalisés en vertu de ce programme pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
- c) Ventiler par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention ;
- d) Le nombre de logements abordables prévus en 2025-2026 et 2026-2027 ;
- e) Le nombre de projets déposés au PHAQ qui ont été rejetés, incluant la raison, en 2024-2025.

17. Dans le cadre du programme des fonds fiscalisés, veuillez nous transmettre :

- a) le montant global, ventilé par fonds fiscalisés et par projet, des sommes versées en 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026 ;
- b) le nombre total, ventilé par année, par fonds fiscalisés, de logements réalisés en vertu de ce programme pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
- c) Ventilée par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié de ces sommes en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention ;
- d) Le nombre de logements abordables prévus par ce programme en 2025-2026 et 2026-2027 ;

18. Dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, indiquer :

- a) le montant global, ventilé par projet, des subventions versées en 2024-2025 et fournir les prévisions pour 2025-2026 ;
- b) le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements réalisés en vertu de ce programme pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
- c) le nombre total, ventilé par année, de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance réalisés en vertu de ce programme pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- d) Ventiler par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention ;
- e) le nombre de logements abordables construits en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- f) Le nombre de logements sociaux et abordables dont la construction a débuté en 2021, et qui est toujours en cours ;
- g) Le nombre de logements abordables prévus en 2025-2026 ;
- h) le nombre de personnes âgées en légère perte d'autonomie à faible revenu ayant bénéficié du programme AccèsLogis Québec — Volet II, destiné aux personnes âgées, et le bilan du nombre de logements adaptés (Volet III) accordés annuellement en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- i) le nombre de familles, personnes seules et aînés autonomes ayant bénéficié du programme AccèsLogis Québec (volet — Programme supplément au loyer) en 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
- j) le nombre de personnes ayant des besoins particuliers, permanents ou temporaires en matière de logement ayant bénéficié du programme AccèsLogis (volet — Programme supplément au loyer) en 2024-2025, ainsi que les prévisions en 2025-2026.
- k) Le nombre de projets de logements (faits dans le cadre du défunt programme) qui ont été abandonnés suite à la cessation du programme au profit du PHAQ.

19. Dans le cadre du programme Allocation logement en faveur des personnes âgées et des familles, indiquer :

- a) la ventilation détaillée des budgets pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 ;
- b) pour ces années, le nombre de personnes âgées, de personnes seules et de familles à faible revenu qui ont bénéficié de l'allocation logement, et le nombre de même que la répartition par région des personnes âgées, des personnes seules et des familles à faible revenu bénéficiant de l'allocation logement.

20. Dans le cadre du programme Allocation au logement, veuillez fournir le nombre de ;

- a) Personnes seules (âgées de 50 ans et plus) qui ont reçu l'allocation ;
- b) Ménages (âgés de 50 ans et plus) qui ont reçu l'allocation ;
- c) Ménages à faible revenu comptant au moins un enfant ayant reçu l'allocation ;
- d) Personnes à qui l'allocation a été refusée ;
- e) Ménages (âgés de 50 ans et plus) à qui l'allocation a été refusée.

21. État de situation dressé par la SHQ concernant les coopératives d'habitation pour lesquelles les ententes avec le gouvernement fédéral sont arrivées ou arriveront à échéance, et portrait de la situation pour les années à venir. Tableau présentant l'impact financier de la fin des conventions pour ces coopératives.

22. Nombre de projets et nombre d'unités de logement en attente de financement ou d'une autorisation par la SHQ pour 2024-2025.

23. État de situation sur les transferts de responsabilité vers les villes et les MRC de programmes administrés par la SHQ pour 2024-2025.

24. Ventilation, par programme et par ville, des sommes allouées aux villes pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.

25. État de situation au sujet de l'itinérance au Québec et sommes versées par la SHQ pour ce dossier pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.

26. Fournir le nombre d'unités neuves de logement qui ont été construites, et ventiler ce nombre d'unités construit par région administrative et par circonscription électorale, en 2024-2025.
27. Liste de tous les programmes d'aide financière sous la responsabilité de la SHQ et des offices municipaux d'habitation pour 2024-2025, en indiquant pour chacun d'eux les sommes dévolues et leur ventilation détaillée, les sommes effectivement engagées et le solde disponible, s'il y a lieu. Indiquer également le nombre total de ménages aidés.
28. Ventilation, par municipalité, des délais de prise en charge des demandes du Programme d'adaptation de domicile (PAD), pour les 2 volets du programme, pour la période 2024-2025:
 - a) Date de réception de la demande par la SHQ ;
 - b) Date du traitement par la SHQ ;
 - c) Date de la transmission à la municipalité ;
 - d) Nombre de demandes reçues pour l'année mentionnée ci-dessus ;
 - e) Nombre de demandes en attente d'approbation ;
 - f) Nombre de demandes qui ont été refusées, incluant la raison ;
 - g) Nombre de demandes qui ont été refusées suite a la suspension du volet 1 et 2 du programme ;
 - h) Délai entre la demande à la SHQ et la fin des travaux.
29. Liste de tous les centres de services mis en place par la SHQ : fonction, financement, budget, objectifs, nombre de personnes employées dans chacun de ces centres, projets réalisés, en cours de réalisation ou prévus.
30. État de situation et ventilation, par municipalité, des listes d'attente pour les HLM, pourcentage des HLM destinés uniquement aux personnes âgées pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
31. État de situation et ventilation, des sommes dépensées, par municipalité du nombre de HLM vétustes qui ont été rénovés en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, incluant les dates d'échéance pour la livraison de ceux-ci ;
32. Veuillez nous indiquer les sommes que la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a versées à la SHQ dans le cadre du financement alloué au RAM régulier des immeubles HLM qui sont toujours sous convention pour les années 2018 à 2023.
33. Veuillez nous indiquer le coût moyen d'exploitation d'un logement HLM (financé par le programme de logement sans but lucratif PSBL (volet public);
34. Veuillez nous transmettre le plus récent bilan de santé des immeubles (BSI) du parc immobilier HLM, incluant les cotes de vétusté, par immeuble et par logement, ainsi que tous les montants estimés pour la mise à niveau par office d'habitation, ventilée par région administrative du Québec;
35. Selon les dernières informations disponibles par la SHQ, veuillez nous indiquer quel est le coût moyen d'exploitation pour un logement HLM au Québec, veuillez ventiler les sommes par immeuble, par type de logement, inclure le poste de dépenses et de revenus;
36. Veuillez nous transmettre un état de situation et incluant la ventilation, par municipalité, par région administrative, des listes d'attente pour les HLM, le pourcentage des HLM destinées aux personnes âgées;
37. Liste coûts engendrés pour la construction d'un logement, ventilée par région et selon les différents programmes de la SHQ en matière de construction de logements sociaux pour 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
38. État d'avancement des négociations afin que le gouvernement fédéral contribue à la construction de logements au Nunavik en sus de ceux compris dans l'entente quinquennale.

39. Pour le programme d'aide financière pour soutenir les propriétaires qui souhaitent rendre leurs petits établissements d'affaires, commerciaux et communautaires accessibles aux personnes handicapées dans le cadre du Programme d'accessibilité des établissements touristiques lancé en 2017. Ventiler par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet pour 2024-2025. Prévisions pour 2025-2026.
40. Pour le Programme d'intervention résidentielle — méréule pleureuse, ventiler par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet pour 2024-2025. Prévisions pour 2025-2026.
41. Liste de toutes les rencontres (Comités, tables rondes, rencontres) effectuées dans le cadre de la mise sur pied du nouveau programme — Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) en 2024. Veuillez fournir :
- a) les organismes rencontrés
 - b) les dates des rencontres ;
 - c) les ordres du jour pour ces rencontres ;
 - d) les procès-verbaux ;
 - e) la ventilation des dépenses sous la responsabilité du ministère ;
 - f) le bilan des rencontres ;
 - g) Une copie de l'entente de confidentialité pour participer aux rencontres.
42. En mars 2018, dans le cadre du programme AccèsLogis, une entente a été conclue entre la SHQ et la ville de Montréal concernant le transfert de responsabilités et des budgets en matière d'habitation. Veuillez fournir pour l'année 2024-2025,
- a) les sommes totales transférées à la ville de Montréal en habitation ;
 - b) énumérer les projets qui ont été financés par la ville de Montréal ;
 - c) étaler les sommes financées, par projet ;
43. Liste et ventilation, par organisme, des sommes investies et sécurisées dans leur fonds de réserve de maintien et d'entretien des immeubles parallèle au programme AccèsLogis Québec en 2024-2025.
44. Des contributions versées à la SHQ, fournir une liste détaillée et ventilée des contributions envoyées au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et les 25 organismes dans son réseau en 2024-2025 ; prévisions pour 2025-2026.
45. Des contributions versées à la SHQ, fournir une liste détaillée et ventilée des contributions envoyées à la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) et les 7 organismes dans son réseau en 2024-2025, prévisions pour 2025-2026.
46. Des contributions versées à la SHQ, fournir une liste détaillée et ventilée des contributions envoyées au Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) et les 8 organismes de son réseau en 2024-2025 ; prévisions pour 2025-2026.
47. Fournir tout mesure, action et budget octroyé (avec ventilation des coûts) pour lutter contre la discrimination en matière d'habitation fondée sur la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale pour 2024-2025.
48. Dans le cadre des « Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026 », pour l'année 2024 spécifiquement, veuillez nous indiquer le nombre d'unités qui ont été ajoutées dans des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale.
49. Dans le cadre des « Actions prioritaires pour contrer la violence conjugale et les féminicides 2021-2026 », pour l'année 2024 spécifiquement, veuillez nous indiquer le nombre d'unités du programme de supplément au loyer d'urgence (PSL-U) qui ont été attribuées pour les femmes victimes de violence conjugale à faible revenu.
50. Suite à l'annonce en mai 2021 sur la violence conjugale et féminicide (13.2M\$), veuillez nous indiquer le nombre de cellules d'intervention rapide intersectorielle qui ont été réalisées depuis, veuillez également nous indiquer, dans le cadre de cette annonce, le nombre de PSL qui ont été livrés.

51. Concernant le programme de soutien au logement financé et administré par la SHQ, Veuillez nous indiquer, ventilés par région administrative :
- le nombre d'unités de PSL qui ont été demandées;
 - le nombre d'unité de PSL qui ont été acceptées;
 - le nombre d'unité de PSL qui ont été refusées, incluant la raison;
 - le nombre d'unités de PSL qui n'ont pas été utilisées en 2024-2025.
52. Depuis la mise en place du programme Petits établissements accessibles (PEA), veuillez nous indiquer la liste des projets ayant obtenu du financement, par année, depuis la mise en place du programme. Veuillez nous fournir l'information suivante :
- Le nom du projet.
 - La région.
 - Le montant octroyé.
 - L'année de la subvention.
53. Veuillez nous indiquer le solde du programme Petits établissement accessibles en date du 31 mars 2025.
54. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.
55. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.
56. Concernant les projets d'habitation « Mission Unitainés », pour la période 2024-2025, veuillez-nous indiquer, par région, le nombre d'unités de logement qui sont en développement, en cours de réalisation et complétées.
57. Le 19 avril 2024, le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et la ville de Montréal ont annoncé un important investissement en vue d'accélérer et optimiser le « projet de l'hippodrome – écoquartier Namur-Hippodrome ». Considérant l'importance de cette annonce et l'envergure du projet, veuillez nous transmettre le bilan complet ou l'état de situation entourant l'état de l'avancement du projet, incluant les étapes projetées pour 2025.
58. Le 27 août 2024, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont annoncé le lancement (par la Société d'habitation du Québec) un appel de qualification pour la conception-construction de 500 logements préfabriqués à l'échelle du Québec. Veuillez-nous transmettre :
- Le nombre d'appels de qualification qui ont été reçus;
 - Le nombre d'appels de qualification qui ont été refusés;
 - Le nombre d'appels de qualification qui ont été acceptés;
 - Le nom des entreprises/consortiums qui ont été refusés, incluant la raison du refus;
 - Le nom des entreprises/consortiums qui ont été retenus, incluant la raison;
 - Le bilan ou état de situation de l'avancement de « l'initiative », incluant les prochaines étapes a accomplir.
59. Considérant le nombre grandissant de moratoires municipaux qui freinent la construction de projets d'habitation au Québec faute d'infrastructures souterraines en eau (conduites d'alimentation, réseaux d'égouts, usines d'épuration etc.), pour les programmes ci-dessous, veuillez nous indiquer le nombre de projets qui sont bloqués.

Programme et initiative de soutien financier pour favoriser la création de logements :

- AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal (ACL-ACM)
- Développeurs qualifiés et autres projets hors programmes
- Fonds fiscalisés
- Initiative pour la création de logements (ICRL 1-2-3)
- Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ volet 1-2-3)

60. Dans le cadre du Programme de supplément au loyer, veuillez nous transmettre les informations suivantes : :
- a) le nombre d'allocations au programme Supplément au loyer qui ont été réservées pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
 - b) le nombre d'allocations au programme Supplément au loyer qui ont été attribuées pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
 - c) le montant de la somme totale du programme Supplément au loyer réservée pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
 - d) l'ensemble des critères permettant l'accès aux sommes réservées pour le programme Supplément au loyer pour les femmes ayant recours aux services des maisons d'hébergement ;
 - e) Ventiler par région, par municipalité, la distribution d'unités consacrées à l'Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape ;
 - f) Ventiler par région, par municipalité, la distribution d'unités consacrées aux maisons d'hébergement de 2^e étape ;
61. Concernant le projet Solution gestion des actifs, fournir pour 2024-2025 :
- a. Sommes dépensées en 2024-2025 (et prévisions pour 2025-2026);
 - b. Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;
 - c. Les entreprises d'infonuagique impliquées;
 - d. Le nombre d'ETC affectés à ce programme;
 - e. Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;
 - f. État d'avancement;
 - g. Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2024-2025, indiquer :
- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- Le Tribunal administratif du logement n'a aucun conseil d'administration.
- Nominations 2024-2025.** Vous trouverez les curriculum vitae des membres nommés à la suite des tableaux.

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération
Lompré, Aurélie	Membre	2024-06-17	2029-06-16	137 411 \$
O'Connell Chrétien, Vanessa	Membre	2024-06-17	2029-06-16	150 621 \$

Renouvellements 2024-2025. Vous trouverez les curriculum vitae des membres renouvelés à la suite des tableaux.

Nom	Titre	Date de début de mandat	Date de fin de mandat	Rémunération
Guévremont, Suzanne	Membre	2024-08-26	2027-02-25	169 950 \$
Boucher, Chantal	Membre	2024-08-26	2029-08-25	169 950 \$
Trahan, Chantale	Membre	2024-08-26	2029-08-25	169 950 \$
Huot, Michel	Membre	2024-08-26	2029-08-25	169 950 \$
Senécal, Stéphane	Membre	2024-07-22	2029-07-21	169 950 \$
Hébert, Isabelle	Membre	2024-11-27	2029-11-26	169 950 \$
McLean, Pascale	Membre	2024-11-27	2029-11-26	169 950 \$
Rochon-Hébert, Charles	Membre	2024-11-27	2029-11-26	169 950 \$
Tupula Mbuyi, Rachel	Membre	2024-11-27	2029-11-26	169 950 \$
Tremblay, France ¹	Membre	2024-11-27	2029-11-26	111,63 \$/heure

¹ Membre à temps partiel

- Frais de déplacement, de voyage et de repas et de représentation.

Nominations 2024-2025

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Total
Lompré, Aurélie	0 \$	0 \$	81,33 \$	81,33 \$
O'Connell Chrétien, Vanessa	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
Total	\$	\$	81,33 \$	81,33 \$

Renouvellements 2024-2025

Nom	Hébergement	Transport	Repas	Représentation	Total
Guévremont, Suzanne	0\$	591,09 \$	32,00 \$	0 \$	629,09 \$
Boucher, Chantal	0\$	1 815,69 \$	538,19 \$	0 \$	2 353,88 \$
Trahan, Chantale	0\$	1 191,29 \$	348,62 \$	0 \$	1 539,91 \$
Huot, Michel	0\$	499,46 \$	57,25 \$	0 \$	556,71 \$
Sénécal, Stéphane	0\$	0\$	0\$	0 \$	0\$
Hébert, Isabelle	0\$	70,25 \$	0\$	0 \$	70,25 \$
McLean, Pascale	0\$	0\$	0\$	0 \$	0\$
Rochon-Hébert, Charles	0\$	0\$	0\$	0 \$	0\$
Tupula Mbuyi, Rachel	0\$	0\$	0\$	0 \$	0\$
Tremblay, France ¹	0\$	1 077,21 \$	161,87 \$	0 \$	1239,08 \$
Total	\$	5 244.99 \$	1 137.93 \$	\$	6 382.92 \$

¹ Membre à temps partiel

NOMINATIONS 2023-2024

DOMINIQUE, Marie

Formation

Membre du Barreau du Québec

Hong Kong University

2013

Maîtrise en droit (arbitrage et règlement des différends)

Université du Québec à Montréal

2008

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Depuis 2019

Conseillère juridique aux enquêtes

2011 - 2019

Avocate plaideuse

2009 - 2010

Enquêtrice

GUILLEMETTE, Annie

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Sherbrooke

2007

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec

Depuis 2017

Avocate analyste

Promutuel assurance inc.

2013 - 2017

Avocate

Barrette & associés avocats inc.

2008 - 2013

Stagiaire en droit puis avocate

*Ministère
du Conseil exécutif*

Québec 

HAMEL, Anjuly

Formation

Membre de la Chambre des notaires du Québec

Université de Sherbrooke

2011 Diplôme en droit notarial

2010 Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Ministère de la Justice

Depuis 2013 Attachée judiciaire

Lafond Durocher

2012 - 2013 Notaire

LANDRY, Jean-Sébastien

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal

2012

Baccalauréat en droit

Université du Québec à Montréal

2004

Baccalauréat ès arts

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2016

Adjoint juridictionnel

2014 - 2016

Greffier spécial

2013 - 2016

Conseiller juridique

RENOUVELLEMENTS 2023-2024

ADAM, Serge

Formation

Membre de la Chambre des notaires du Québec

Université de Sherbrooke

1976 Diplôme de droit notarial
1975 Licence en lettres légales

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2021 Membre à temps partiel
2020 - 2021 Membre

Régie du logement

2020 Régisseur
2018 - 2020 Régisseur et vice-président
2007 - 2018 Régisseur

Chambre des notaires du Québec

2006 - 2007 Syndic adjoint
2002 - 2006 Syndic correspondant
1976 - 2002 Notaire en pratique privée

Formation

Membre du Barreau du Québec

École nationale d'administration publique

2010 - 2011

Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel – Chefs d'équipe et chargés de projets

APFF – L'Association de planification fiscale et financière du Québec

2001

Certificat en planification fiscale et financière des particuliers

Université Bordeaux I (France)

1992

Diplôme d'études approfondies en droit de la santé

Université de Montréal

1990

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020

Membre

Régie du logement

2013 - 2020

Régisseuse

Ministère de la Famille

2009 - 2013

Coordonnatrice aux opérations – Direction régionale de l'Ouest et du Nord du Québec

Commission de la santé et de la sécurité du travail

2001 - 2009

Révisseuse experte – Direction de la révision administrative

Ministère de la Justice Canada

2001

Avocate plaidante

Ministère du Revenu

1996 - 2001

Agente de recherche en droit fiscal

Garceau et Lacroix, cabinet-conseil

1996

Avocate en santé et sécurité du travail

Édibec inc.

1994 - 1995

Directrice adjointe des publications

Publications spécialisées Carswell Thomson

1993 - 1994

Assistante à la production

Leduc LeBel, avocats

1990 - 1991

Étudiante, stagiaire en droit puis avocate



© Gouvernement du Québec, 2024

BARBE, Richard

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université Laval

2016 - 2018 Scolarité de doctorat en droit

Université de Montréal

2014 Maîtrise en droit (option droit privé)

1998 Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020 Membre

Régie du logement

2018 - 2020 Régisseur

Université de Montréal

2017 - 2018 Chargé de cours – Droit des personnes et de la famille – Faculté de droit

2011 - 2018 Chargé de cours – Habiletés du juriste 2 – Faculté de droit

Ministère de la Justice

2007 - 2018 Greffier spécial de la Cour supérieure et de la Cour du Québec ainsi que registraire de faillite de la Cour supérieure – Attaché judiciaire – Palais de justice de Laval

2002 - 2007 Greffier spécial et registraire de faillite de la Cour supérieure et greffier de la Cour du Québec – Attaché judiciaire – Palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield

CHAMPEVAL, Camille

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Montréal

1998

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020

Membre

Régie du logement

2018 - 2020

Régisseuse

Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James

2017 - 2018

Cheffe du contentieux – Directeur de la protection de la jeunesse

2015 - 2018

Avocate – Directeur de la protection de la jeunesse

Les Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw

2007 - 2015

Avocate – Directeur de la protection de la jeunesse

2005 - 2006

Avocate en pratique privée

Barreau du Québec

2005

Enseignante – Centre de formation professionnelle de Montréal

Landreville et Ferreira

1999 - 2004

Avocate

Projet Genèse

1998

Étudiante en droit

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université d'Ottawa

1994 Licence en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020 Membre

Régie du logement

2019 - 2020 Régisseuse

Lise Gélinas Avocate s.a.

2010 - 2019 Avocate

2005 - 2006 Avocate

Veilleux Gélinas avocats s.a.

2006 - 2010 Avocate

1999 - 2005 Avocate en pratique privée

Green Glazer Nadler Danino

1998 - 1999 Avocate

Corporation canadienne d'assistance internationale

1997 - 1998 Conseillère juridique

McCarthy Tétrault

1993 - 1994 Adjointe juridique

Stikeman, Elliot

1988 - 1993 Adjointe juridique

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

1985 - 1989 Secrétaire aux relations publiques

GILBERT, Daniel

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université McGill

1986 - 1988

Scolarité en commerce

Université Laval

1985

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020

Membre

Régie du logement

2013 - 2020

Régisseur

Daniel Gilbert, avocat

2011 - 2013

Avocat

2001 - 2003

Avocat

Bissonnette et Fortin

2003 - 2010

Avocat

Gilbert Picard Gauthier, avocats

1992 - 2001

Avocat

Rochon, Prévost, Auclair, Fortin et D'Aoust

1990 - 1992

Avocat

KPMG

1988 - 1990

Stagiaire en comptabilité

LAMBERT, Sylvie

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Sherbrooke

1988

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020

Membre

Régie du logement

2013 - 2020

Régisseuse

Commission des transports du Québec

2011 - 2013

Membre

Barreau du Québec

1993 - 2011

Avocate au Bureau du syndic

Grignon, Laporte

1993

Avocate dans le secteur litige civil

Desjardins Ducharme

1989 - 1992

Avocate dans le secteur litige

1989

Stagiaire en droit

LECLERC, Micheline

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université Laval

1982

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020

Membre

Régie du logement

2006 - 2020

Régisseuse

1998 - 2006

Avocate en pratique privée

Gagné Letarte

1983 - 1998

Avocate

MORISSET, Philippe

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université Laval

2002

Baccalauréat en droit

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020

Membre

Régie du logement

2018 - 2020

Régisseur

Jolicoeur Lacasse avocats

2012 - 2018

Avocat associé

2003 - 2012

Avocat

ROBINS, Ross

Formation

Membre du Barreau du Québec

Université de Sherbrooke

1985

Baccalauréat en droit

Université Concordia

1970

Baccalauréat ès arts

Université McGill

1968

Diplôme en enseignement

Expérience professionnelle

Tribunal administratif du logement

Depuis 2020

Membre

Régie du logement

2012 - 2020

Régisseur

Kounadis Perreault

2004 - 2012

Avocat

Korda & associés

2000 - 2004

Avocat

1987 - 1993

Avocat

Bergman Aspler & assoc. \ avocats

1993 - 2000

Avocat

La Commission des écoles protestantes du Grand Montréal

1975 - 1982

Professeur

2. Sommes dépensées en 2024-2025, et incluant les prévisions pour 2025-2026, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
-

La réponse à cette question est fournie à la question générale 40.

3. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2024-2025, en indiquant pour chacun :
- a) son mandat ;
 - b) la liste des membres ;
 - c) le budget dépensé ;
 - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
 - e) les résultats atteints.
-

Le Tribunal administratif du logement n'a fait partie d'aucun comité interministériel ou impliquant d'autres partenaires que des ministères en 2024-2025.

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Sans objet
- d) Sans objet
- e) Sans objet

4. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation en habitation, fournir pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 :
- a) le nom de toutes les campagnes ;
 - b) les coûts de ces campagnes ;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) les dates de diffusion de la campagne ;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.

Aucune campagne de publicité ou de sensibilisation n'a été réalisée en 2023-2024.

5. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, fournir la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2024-2025 :
- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
 - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

- a) Sans objet
- b) Sans objet
- c) Sans objet

6. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
 - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
 - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
 - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
 - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

La réponse à cette question est fournie à la question générale 56.

7. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2024-2025, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2025-2026.

Le Tribunal administratif du logement ne détient aucune créance.

8. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2024-2025. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :
- a) SBL Public — régulier ;
 - b) SBL Public — Inuit ;
 - c) SBL Public — Inuit (Plan Nord — 300 logements) ;
 - d) SBL Privé — Autochtones (urbains et ruraux) ;
 - e) SBL Privé — régulier et spécial ;
 - f) Programme d'aide aux organismes communautaires ;
 - g) Programme de supplément au loyer (PSL) ;
 - h) Programme de supplément au loyer Québec (PSLQ) ;
 - i) Programme de supplément au loyer d'urgence et de subvention aux municipalités ;
 - j) Programme Allocation logement ;
 - k) Achat Rénovation ;
 - l) Programme AccèsLogis Québec ;
 - m) Logement abordable Québec ;
 - n) Programme d'hébergement temporaire et d'aide à la recherche de logement (PHTARL) ;
 - o) Programme d'adaptation de domicile (PAD) ;
 - p) Logements adaptés pour aînés autonomes ;
 - q) Programme de rénovation « RénoRégion » ;
 - r) Programme de rénovation « Rénovation Québec » ;
 - s) Programme d'amélioration des maisons d'hébergement ;
 - t) Revitalisation des vieux quartiers ;
 - u) Programme pour les résidences endommagées par la pyrrhotite ;
 - v) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord ;
 - w) Accession à la propriété et rénovation Kativik — Anciennes unités ;
 - x) Programme spécial de rénovation — Kitcisakik ;
 - y) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec ;
 - z) Programme d'appui au développement de l'industrie québécoise de l'habitation (PADIQH)
 - aa) Programme d'intervention résidentielle — Mérule
 - bb) Programme petits établissements accessibles
 - cc) Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs
 - dd) Programme de garantie de prêt pour les sinistrés de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
 - ee) Programme (HLM)
 - ff) Programme de rénovation des habitations à loyer modique (PRHLM)
 - gg) Soutien financier pour les ménages en attente de leur résidence
 - hh) Programme d'habitation abordable Québec – 1ère et 2e phases du programme (PHAQ)
 - ii) Programme autorisant le financement du déficit d'exploitation de certains ensembles immobiliers du parc d'habitations à loyer modique
 - jj) Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)
 - kk) Programme d'aide financière visant la préservation du parc immobilier communautaire
 - ll) Programme visant à stimuler le développement et la concertation d'initiatives publiques et privées en matière d'habitation
 - mm) Programme de financement en habitation (PFH)

Sans objet

9. Nombre de régisseurs à l'emploi en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
-

Au 31 janvier 2025, le Tribunal administratif du logement comptait 53 membres qui siégeaient au Tribunal, dont 5 membres à temps partiel. De plus, deux membres sont par ailleurs assignés à des fonctions administratives, soit l'un au poste de président et l'autre au poste de vice-présidente.

10. Nombre de causes entendues par régisseur pour 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.

Volume des audiences tenues	2024-2025¹
Fixation	9 970
Révision	216
Non-paiement	33 753
Causes civiles	25 525

¹ Données extraites au 31 janvier

11. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause pour 2024-2025.

Délai pour une première audience	Moyenne 2024-2025¹ (en mois)
Fixation et révision	8,8
Non-paiement	2,1
Causes urgentes	1,9
Causes prioritaires	6,3
Causes générales	8,3

¹ Données extraites au 31 janvier

12. Fournir les statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, en indiquant pour 2024-2025 :

- a) la nature des recours intentés, triés par type de recours ;
- b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête ;
- c) le nombre de décisions rendues ;
- d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition ;
- e) les délais entre l'audition et la signification de la décision ;
- f) le nombre de décisions contestées ;
- g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées ;
- h) le nombre de forclos.

Veillez également nous transmettre les statistiques en ce qui a trait aux appels téléphoniques sur les points suivants :

- i) le nombre d'appels répondus par les préposés aux renseignements;
 - j) le nombre d'appels répondus par les préposés de Services Québec;
 - k) le nombre d'appels traités par le système de réponse vocale interactif;
 - l) le temps d'attente moyen au téléphone;
 - m) le temps de la durée moyenne de navigation au sein du service de réponse vocale interactif;
 - n) le nombre d'appels non répondus.
-

12. a) la nature des recours intentés, triés par type de recours;

Volume des demandes introduites et relancées

FIXATION	2024-2025¹
Introduites par les propriétaires	14 073
Introduites par les locataires	395
Causes relancées	107

RÉVISION	2024-2025¹
Introduites par les propriétaires	217
Introduites par les locataires	89
Causes relancées	2

NON-PAIEMENT DE LOYER	2024-2025¹
Recouvrements-résiliations	18 774
Résiliations pour retards fréquents	15 871
Causes relancées	627

CAUSES CIVILES	2024-2025¹
Causes introduites par les propriétaires	14 840
Demandes liées au déguerpissement	1 559
Résiliations de bail pour autre motif	5 385
Recouvrements de loyer (cas spéciaux)	634
Rétractations d'une décision	344
Reprises du logement	2 331
Dommages-intérêts	842
Expulsions après échéance du bail	651
Ordonnances	537
Autorisations de convertir en copropriété divisée	49
Aliénations d'un ensemble immobilier	2
Recours propres aux logements à loyer modique	4
Travaux majeurs (autorisation)	142
Demandes d'éviction	27
Autres recours	2 333
Causes introduites par les locataires	7 922
Résiliations de bail	321
Diminutions de loyer	1 282
Dommages punitifs	918
Autres dommages-intérêts	963
Rétractations d'une décision	1 902
Autorisations de déposer le loyer	281
Restitutions d'une somme due	216
Ordonnances	425
Recours entre colocataires	27
Recours propres aux logements à loyer modique	47
Travaux majeurs (opportunité et conditions)	21
Demandes conjointes	1
Dommages - intérêts punitifs - Fausse déclaration à l'avis ou omission	2
Autres recours	1 516
Causes relancées	368

¹ Données extraites au 31 janvier

12. b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;

Volume des demandes introduites	2024-2025¹
Fixation	14 575
Révision	308
Non-paiement	35 272
Causes civiles	23 130

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des demandes introduites		2024-2025¹
2 - Saguenay	Fixation	101
	Révision	1
	Non-paiement	621
	Causes civiles	462
4 - Roberval	Fixation	5
	Révision	0
	Non-paiement	87
	Causes civiles	57
6 - Rimouski	Fixation	37
	Révision	0
	Non-paiement	258
	Causes civiles	170
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	11
	Révision	0
	Non-paiement	167
	Causes civiles	95
8 - Gaspé	Fixation	10
	Révision	0
	Non-paiement	154
	Causes civiles	82
10 - Sept-Îles	Fixation	16
	Révision	0
	Non-paiement	135
	Causes civiles	58
11 - Baie-Comeau	Fixation	4
	Révision	0
	Non-paiement	84
	Causes civiles	57
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	127
	Révision	0
	Non-paiement	449
	Causes civiles	149
13 - Val-d'Or	Fixation	52
	Révision	0
	Non-paiement	220
	Causes civiles	125
14 - Shawinigan	Fixation	54
	Révision	0
	Non-paiement	396
	Causes civiles	212
15 - Trois-Rivières	Fixation	166
	Révision	3
	Non-paiement	844
	Causes civiles	501
16 - Drummondville	Fixation	91
	Révision	0
	Non-paiement	675
	Causes civiles	381

Volume des demandes introduites		2024-2025 ¹
18 - Québec	Fixation	1 017
	Révision	23
	Non-paiement	4 143
	Causes civiles	2 032
22 - Gatineau	Fixation	325
	Révision	20
	Non-paiement	2 326
	Causes civiles	1 142
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	77
	Révision	3
	Non-paiement	405
	Causes civiles	325
24 - Granby	Fixation	97
	Révision	2
	Non-paiement	601
	Causes civiles	371
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	190
	Révision	12
	Non-paiement	657
	Causes civiles	349
26 - Sherbrooke	Fixation	192
	Révision	2
	Non-paiement	1 070
	Causes civiles	619
27 - Valleyfield	Fixation	147
	Révision	1
	Non-paiement	961
	Causes civiles	566
28 - Saint-Jérôme	Fixation	364
	Révision	5
	Non-paiement	1 568
	Causes civiles	1 222
29 - Joliette	Fixation	58
	Révision	0
	Non-paiement	736
	Causes civiles	426
31 - Montréal	Fixation	9 247
	Révision	214
	Non-paiement	14 214
	Causes civiles	10 155
36 - Laval	Fixation	1 031
	Révision	14
	Non-paiement	2 068
	Causes civiles	1 541
37 - Longueuil	Fixation	1 156
	Révision	8
	Non-paiement	2 433
	Causes civiles	2 033

¹ Données extraites au 31 janvier

12. c) le nombre de décisions rendues;

Volume des décisions rendues		2024-2025¹
Fixation		5 537
Révision		145
Non-paiement		19 079
Causes civiles		13 457

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des décisions rendues		2024-2025¹
2 - Saguenay	Fixation	34
	Révision	0
	Non-paiement	367
	Causes civiles	264
	Total	665
4 - Roberval	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	65
	Causes civiles	35
	Total	101
6 - Rimouski	Fixation	27
	Révision	0
	Non-paiement	151
	Causes civiles	70
	Total	248
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	5
	Révision	0
	Non-paiement	84
	Causes civiles	50
	Total	139
8 - Gaspé	Fixation	3
	Révision	0
	Non-paiement	60
	Causes civiles	41
	Total	104
10 – Sept-Îles	Fixation	1
	Révision	0
	Non-paiement	64
	Causes civiles	28
	Total	93
11 - Baie-Comeau	Fixation	2
	Révision	0
	Non-paiement	52
	Causes civiles	26
	Total	80
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	153
	Révision	0
	Non-paiement	126
	Causes civiles	64
	Total	343
13 - Val-d'Or	Fixation	18
	Révision	0
	Non-paiement	132
	Causes civiles	53
	Total	203
14 - Shawinigan	Fixation	52
	Révision	0
	Non-paiement	225
	Causes civiles	194
	Total	471

Volume des décisions rendues		2024-2025 ¹
15 - Trois-Rivières	Fixation	95
	Révision	0
	Non-paiement	494
	Causes civiles	238
	Total	827
16 - Drummondville	Fixation	83
	Révision	0
	Non-paiement	384
	Causes civiles	233
	Total	700
18 - Québec	Fixation	254
	Révision	22
	Non-paiement	2 059
	Causes civiles	1 050
	Total	3 385
22 - Gatineau	Fixation	111
	Révision	6
	Non-paiement	1 313
	Causes civiles	752
	Total	2 182
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	49
	Révision	2
	Non-paiement	219
	Causes civiles	189
	Total	459
24 - Granby	Fixation	28
	Révision	0
	Non-paiement	331
	Causes civiles	196
	Total	555
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	125
	Révision	0
	Non-paiement	350
	Causes civiles	147
	Total	622
26 - Sherbrooke	Fixation	149
	Révision	0
	Non-paiement	597
	Causes civiles	297
	Total	1 043
27 - Valleyfield	Fixation	59
	Révision	3
	Non-paiement	518
	Causes civiles	323
	Total	903
28 - Saint-Jérôme	Fixation	112
	Révision	5
	Non-paiement	872
	Causes civiles	645
	Total	1 634
29 - Joliette	Fixation	55
	Révision	0
	Non-paiement	426
	Causes civiles	279
	Total	760
31 - Montréal	Fixation	3 707
	Révision	106
	Non-paiement	7 585
	Causes civiles	6 309
	Total	17 707

Volume des décisions rendues		2024-2025¹
36 - Laval	Fixation	209
	Révision	0
	Non-paiement	1 230
	Causes civiles	906
	Total	2 345
37 - Longueuil	Fixation	205
	Révision	1
	Non-paiement	1 375
	Causes civiles	1 068
	Total	2 649

¹ Données extraites au 31 janvier

12. d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;

Tribunal administratif du logement

Délai pour une première audience (en mois)	Moyenne 2024-2025¹
Fixation et révision	8,8
Non-paiement	2,1
Causes urgentes	1,9
Causes prioritaires	6,3
Causes générales	8,3
Toutes causes confondues	3,7

¹ Données extraites au 31 janvier

Délai pour une première audience (en mois)	2024-2025¹	
Fixation et Révision	2 - Saguenay	6,4
	4 - Roberval	6,9
	6 - Rimouski	5,7
	7 - Rivière-du-Loup	7,2
	8 - Gaspé	9,7
	10 - Sept-Îles	5,4
	11 - Baie-Comeau	13,7
	12 - Rouyn-Noranda	11,2
	13 - Val-d'Or	5,4
	14 - Shawinigan	10,9
	15 - Trois-Rivières	6,7
	16 - Drummondville	10,5
	18 - Québec	8,2
	22 - Gatineau	6,7
	23 - Saint-Hyacinthe	6,7
	24 - Granby	8,7
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	11,0
	26 - Sherbrooke	8,6
	27 - Valleyfield	7,2
	28 - Saint-Jérôme	7,0
29 - Joliette	6,3	
31 - Montréal	8,7	
36 - Laval	10,3	
37 - Longueuil	12,3	
	Moyenne: TAL	8,8
Non-paiement	2 - Saguenay	2,2
	4 - Roberval	2,3
	6 - Rimouski	2,1
	7 - Rivière-du-Loup	2,1
	8 - Gaspé	2,3
	10 - Sept-Îles	2,4
	11 - Baie-Comeau	2,2
	12 - Rouyn-Noranda	2,3
	13 - Val-d'Or	2,5
	14 - Shawinigan	1,9
	15 - Trois-Rivières	1,9
	16 - Drummondville	2,4
	18 - Québec	2,3
	22 - Gatineau	2,0
	23 - Saint-Hyacinthe	2,2
	24 - Granby	2,3
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	2,4	
26 - Sherbrooke	1,8	
27 - Valleyfield	1,9	
Non-paiement	28 - Saint-Jérôme	2,4
	29 - Joliette	2,1

Délai pour une première audience (en mois)		2024-2025 ¹
	31 - Montréal	2,0
	36 - Laval	2,4
	37 - Longueuil	2,4
	Moyenne: TAL	2,1
Causes urgentes	2 - Saguenay	2,1
	4 - Roberval	2,2
	6 - Rimouski	2,3
	7 - Rivière-du-Loup	2,3
	8 - Gaspé	2,5
	10 - Sept-Îles	1,9
	11 - Baie-Comeau	2,0
	12 - Rouyn-Noranda	2,3
	13 - Val-d'Or	2,4
	14 - Shawinigan	1,8
	15 - Trois-Rivières	1,9
	16 - Drummondville	2,0
	18 - Québec	1,8
	22 - Gatineau	2,0
	23 - Saint-Hyacinthe	2,1
	24 - Granby	1,9
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	2,2
	26 - Sherbrooke	1,6
	27 - Valleyfield	2,0
	28 - Saint-Jérôme	2,1
	29 - Joliette	2,2
	31 - Montréal	1,8
	36 - Laval	1,9
37 - Longueuil	2,4	
Moyenne: TAL	1,9	
Causes prioritaires	2 - Saguenay	4,4
	4 - Roberval	5,5
	6 - Rimouski	5,9
	7 - Rivière-du-Loup	5,7
	8 - Gaspé	4,0
	10 - Sept-Îles	4,8
	11 - Baie-Comeau	3,4
	12 - Rouyn-Noranda	6,0
	13 - Val-d'Or	6,4
	14 - Shawinigan	5,8
	15 - Trois-Rivières	8,0
	16 - Drummondville	4,0
	18 - Québec	3,9
	22 - Gatineau	5,3
	23 - Saint-Hyacinthe	3,4
	24 - Granby	5,2
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	6,7
	26 - Sherbrooke	5,1
	27 - Valleyfield	7,4
	28 - Saint-Jérôme	6,6
	29 - Joliette	4,7
	31 - Montréal	6,8
	36 - Laval	5,2
37 - Longueuil	9,9	
Moyenne: TAL	6,3	
Causes générales	2 - Saguenay	5,5
	4 - Roberval	3,2
	6 - Rimouski	6,1
	7 - Rivière-du-Loup	7,5
	8 - Gaspé	4,8
Causes générales	10 - Sept-Îles	5,3
	11 - Baie-Comeau	4,9

Délai pour une première audience (en mois)		2024-2025¹
	12 - Rouyn-Noranda	9,8
	13 - Val-d'Or	4,9
	14 - Shawinigan	10,7
	15 - Trois-Rivières	8,6
	16 - Drummondville	5,8
	18 - Québec	5,5
	22 - Gatineau	9,8
	23 - Saint-Hyacinthe	5,3
	24 - Granby	8,6
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	7,4
	26 - Sherbrooke	3,1
	27 - Valleyfield	9,2
	28 - Saint-Jérôme	10,1
	29 - Joliette	6,5
	31 - Montréal	8,8
	36 - Laval	7,9
	37 - Longueuil	12,3
	Moyenne: TAL	8,3

¹ Données extraites au 31 janvier

12. e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;

Tribunal administratif du logement

Délai pour rendre une décision (en jours civils)	2024-2025¹
Fixation et révision	62
Non-paiement	25
Causes civiles	36

¹ Données extraites au 31 janvier

Délai pour rendre une décision (en jours civils)	2024-2025¹	
Fixation et Révision	2 - Saguenay	54
	4 - Roberval	49
	6 - Rimouski	76
	7 - Rivière-du-Loup	63
	8 - Gaspé	77
	10 - Sept-Îles	17
	11 - Baie-Comeau	76
	12 - Rouyn-Noranda	84
	13 - Val-d'Or	57
	14 - Shawinigan	69
	15 - Trois-Rivières	76
	16 - Drummondville	49
	18 - Québec	56
	22 - Gatineau	62
	23 - Saint-Hyacinthe	62
	24 - Granby	64
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	87
	26 - Sherbrooke	69
	27 - Valleyfield	45
	28 - Saint-Jérôme	72
29 - Joliette	64	
31 - Montréal	60	
36 - Laval	72	
37 - Longueuil	62	
	Moyenne: TAL	62
Non-paiement	2 - Saguenay	31
	4 - Roberval	29
	6 - Rimouski	27
	7 - Rivière-du-Loup	28
	8 - Gaspé	24
	10 - Sept-Îles	24
	11 - Baie-Comeau	30
	12 - Rouyn-Noranda	25
	13 - Val-d'Or	26
	14 - Shawinigan	25
	15 - Trois-Rivières	27
	16 - Drummondville	30
	18 - Québec	23
	22 - Gatineau	22
	23 - Saint-Hyacinthe	29
	24 - Granby	39
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	22
26 - Sherbrooke	21	
27 - Valleyfield	24	
28 - Saint-Jérôme	29	
29 - Joliette	32	

Délai pour rendre une décision (en jours civils)		2024-2025¹
Non-paiement	31 - Montréal	26
	36 - Laval	24
	37 - Longueuil	19
	Moyenne: TAL	25
Causes civiles	2 - Saguenay	32
	4 - Roberval	34
	6 - Rimouski	22
	7 - Rivière-du-Loup	26
	8 - Gaspé	28
	10 - Sept-Îles	24
	11 - Baie-Comeau	29
	12 - Rouyn-Noranda	45
	13 - Val-d'Or	32
	14 - Shawinigan	50
	15 - Trois-Rivières	48
	16 - Drummondville	42
	18 - Québec	24
	22 - Gatineau	32
	23 - Saint-Hyacinthe	35
	24 - Granby	45
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	47
	26 - Sherbrooke	19
	27 - Valleyfield	34
	28 - Saint-Jérôme	43
	29 - Joliette	44
	31 - Montréal	39
36 - Laval	34	
37 - Longueuil	23	
	Moyenne: TAL	36

¹ Données extraites au 31 janvier

12. f) le nombre de décisions contestées;

Tribunal administratif du logement

Demandes de contestation d'une décision	2024-2025¹
Révision d'une décision en fixation	308
Rétractation d'une décision - Propriétaires	344
Rétractation d'une décision - Locataires	1 902

¹ Données extraites au 31 janvier

Demandes de contestation d'une décision		2024-2025¹
Révision d'une décision en fixation	2 - Saguenay	1
	4 - Roberval	0
	6 - Rimouski	0
	7 - Rivière-du-Loup	0
	8 - Gaspé	0
	10 - Sept-Îles	0
	11 - Baie-Comeau	0
	12 - Rouyn-Noranda	0
	13 - Val-d'Or	0
	14 - Shawinigan	0
	15 - Trois-Rivières	3
	16 - Drummondville	0
	18 - Québec	23
	22 - Gatineau	20
	23 - Saint-Hyacinthe	3
	24 - Granby	2
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	12
	26 - Sherbrooke	2
	27 - Valleyfield	1
	28 - Saint-Jérôme	5
29 - Joliette	0	
31 - Montréal	214	
36 - Laval	14	
37 - Longueuil	8	
Total: TAL	308	
Rétractation d'une décision Propriétaires	2 - Saguenay	6
	4 - Roberval	0
	6 - Rimouski	2
	7 - Rivière-du-Loup	1
	8 - Gaspé	0
	10 - Sept-Îles	0
	11 - Baie-Comeau	1
	12 - Rouyn-Noranda	1
	13 - Val-d'Or	2
	14 - Shawinigan	5
	15 - Trois-Rivières	7
	16 - Drummondville	8
	18 - Québec	20
	22 - Gatineau	26
	23 - Saint-Hyacinthe	6
	24 - Granby	5
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	5
	26 - Sherbrooke	2
	27 - Valleyfield	7
	28 - Saint-Jérôme	13
29 - Joliette	6	
31 - Montréal	166	
36 - Laval	20	
37 - Longueuil	35	
Total: TAL	344	

Demandes de contestation d'une décision		2024-2025 ¹
Rétractation d'une décision Locataires	2 - Saguenay	37
	4 - Roberval	3
	6 - Rimouski	11
	7 - Rivière-du-Loup	4
	8 - Gaspé	9
	10 - Sept-Îles	4
	11 - Baie-Comeau	4
	12 - Rouyn-Noranda	4
	13 - Val-d'Or	11
	14 - Shawinigan	13
	15 - Trois-Rivières	23
	16 - Drummondville	22
	18 - Québec	135
	22 - Gatineau	134
	23 - Saint-Hyacinthe	14
	24 - Granby	14
	25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	17
	26 - Sherbrooke	26
	27 - Valleyfield	33
	28 - Saint-Jérôme	63
	29 - Joliette	27
	31 - Montréal	991
36 - Laval	144	
37 - Longueuil	159	
Total: TAL	1 902	

¹ Données extraites au 31 janvier

12. g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;

Les conclusions d'une décision ne se prêtent pas à la saisie informatique.

Quant aux décisions qui auraient pu être contestées à la Cour du Québec, il n'est pas possible d'obtenir des statistiques précises puisque ni les parties, ni la Cour du Québec n'ont l'obligation de transmettre au Tribunal administratif du logement une copie de la requête. Toutefois, selon les données enregistrées au Tribunal administratif du logement, le nombre de décisions contestées s'avère peu significatif compte tenu du volume de décisions rendues.

12. h) le nombre de forclos.

Limitations procédurales ordonnées par le Tribunal	2024-2025¹
2 - Saguenay	6
4 - Roberval	0
6 - Rimouski	2
7 - Rivière-du-Loup	0
8 - Gaspé	2
10 - Sept-Îles	0
11 - Baie-Comeau	0
12 - Rouyn-Noranda	1
13 - Val-d'Or	2
14 - Shawinigan	2
15 - Trois-Rivières	5
16 - Drummondville	5
18 - Québec	22
22 - Gatineau	30
23 - Saint-Hyacinthe	3
24 - Granby	1
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	5
26 -Sherbrooke	6
27- Valleyfield	7
28 - Saint-Jérôme	26
29 - Joliette	10
31 - Montréal	196
36 - Laval	29
37 - Longueuil	43
Total : Tribunal administratif du logement	403

¹ Données extraites au 31 janvier

12. i) le nombre d'appels répondus par les préposés aux renseignements;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2024-2025¹
Nombre d'appels répondus		96 799

¹ Données extraites au 31 janvier

12. j) le nombre d'appels répondus par les préposés de Services Québec;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2024-2025¹
Nombre d'appels répondus par les préposés de Services Québec		0

¹ Données extraites au 31 janvier

12. k) le nombre d'appels traités par le système de réponse vocale interactif;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2024-2025¹
Nombre d'appels traités		651 131

¹ Données extraites au 31 janvier

12. l) le temps d'attente moyen au téléphone;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2024-2025¹
Temps d'attente moyen (Min)		17,83

¹ Données extraites au 31 janvier

12. m) le temps de la durée moyenne de navigation au sein du service de réponse vocale interactif;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE		2024-2025¹
Temps de la durée moyenne dans la RVI (Min)		3,50

¹ Données extraites au 31 janvier

12. n) le nombre d'appels non répondus;

DONNÉES SUR LA TÉLÉPHONIE	2024-2025¹
Appels abandonnés	18 636
Transferts d'appels non réussis	204 854
Nombre d'appels refusés dans le système de réponse vocale interactive (RVI)	0
Appels ayant raccrochés dans le système de réponse vocale interactive (RVI)*	651 131

¹ Données extraites au 31 janvier

* Le système de réponse vocale interactive offre des capsules d'information sur les droits et obligations résultant du bail de logement qui permettent en tout temps aux citoyens d'obtenir réponse à leurs questions générales sans avoir à parler à un technicien aux renseignements. Ces données incluent les appels effectués en dehors des heures d'ouverture du service téléphonique.

13. Fournir le bilan de l'application de la loi n° 162 : *Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau* sanctionnée le 31 mai 2018.
-

Sans objet



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2025-2026

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
REQUIS PAR LE DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

Avril 2025

QUESTIONS ADRESSÉES AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU LOGEMENT

par Québec solidaire

- 1) Fournir la liste des différents programmes du Tribunal administratif du logement pour l'année écoulée, ainsi que les dépenses encourues.
- 2) Donner le nombre de juges du Tribunal administratif du logement, ainsi que le nombre de postes vacants, par région. Le nombre d'embauche dans la dernière année.
- 3) Le nombre total d'employés au TAL et l'évolution dans les 3 dernières années.
- 4) Indiquer le délai moyen pour toutes les causes au Québec, puis indiquer les délais moyens selon la catégorie de causes. Ventiler par région.
- 5) Les statistiques pour l'année écoulée au sujet du volume de demandes introduites et relancées devant le Tribunal, ventilées par type de demandes pour l'ensemble du Québec et par région.
- 6) Concernant les évictions pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation : le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée. Ventiler selon qu'il s'agisse d'un agrandissement, d'une subdivision ou d'un changement d'affectation.
- 7) Le nombre de causes impliquant une éviction jugée frauduleuse.
- 8) Le nombre de causes impliquant une cession de bail.
- 9) Le nombre de cause impliquant une utilisation frauduleuse de la clause G.
- 10) Le nombre de causes ayant mené au versement de dommages et intérêts envers un locataire. Détailler la moyenne des paiements, ainsi que les montants maximums qui ont été versés.
- 11) Concernant les évictions en raison de non-paiement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

- 12) Concernant les reprises de logement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.
- 13) Concernant les demandes en fixation du loyer : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.
- 14) Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à informer les citoyens sur les droits et obligations découlant du bail », en indiquant :
 - a) le nom de l'action ;
 - b) le programme ou le projet dont elle est issue ;
 - c) la dépense encourue ;
 - d) le nombre d'employés affectés ;
 - e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.
- 15) Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à favoriser la conciliation des relations entre propriétaires et locataires », en indiquant :
 - a) le nom de l'action ;
 - b) le programme ou le projet dont elle est issue ;
 - c) la dépense encourue ;
 - d) le nombre d'employés affectés ;
 - e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.
- 16) Concernant la clause F : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

1. Fournir la liste des différents programmes du Tribunal administratif du logement pour l'année écoulée, ainsi que les dépenses encourus :
-

Le Tribunal administratif du logement n'administre aucun programme. Toutefois, il fait partie du portefeuille du ministère des Affaires municipales et Habitation au 2^{ème} élément du programme 7 (Habitation).

Au 31 janvier 2025, les dépenses encourues sont de 30 531 680 \$.

2. Donner le nombre de juges du Tribunal administratif du logement, ainsi que le nombre de postes vacants, par région. Le nombre d'embauche dans la dernière année

Au 31 janvier 2025, le nombre de membres du Tribunal par région excluant les membres assignés à des fonctions administratives de président et vice-président ainsi que les postes vacants :

Région	Nombre de membres
Saguenay-Lac-St-Jean	1
Québec	4
Mauricie	1
Estrie	2
Outaouais	2
Montréal	35
Laval	3
Montréal	5
Total	53

Entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 janvier 2025, 2 nouveaux membres ont été nommés et 10 ont fait l'objet d'un renouvellement.

3. Le nombre total d'employés au TAL et l'évolution dans les 3 dernières années.

Nombre total d'employés réguliers et occasionnels au Tribunal administratif du logement.

Années financières	Nombre total d'employé
2024-2025	212

4. Indiquer le délai moyen pour toutes les causes au Québec, puis indiquer les délais moyens selon la catégorie de causes. Ventiler par région.

La réponse est fournie à la question 12 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

5. Les statistiques pour l'année écoulée au sujet du volume de demandes introduites et relancées devant le Tribunal, ventilées par type de demandes pour l'ensemble du Québec et par région.

La réponse est fournie à la question 12 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

6. Concernant les évictions pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation : le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée. Ventiler selon qu'il s'agisse d'un agrandissement, d'une subdivision ou d'un changement d'affectation.

Tribunal administratif du logement

Volume des nouvelles demandes introduites - Évictions	2024-2025¹
Total	70
02 - Saguenay	3
04 - Roberval	0
06 - Rimouski	1
07 - Rivière-du-Loup	0
08 - Gaspé	0
10- Sept-Îles	0
11- Baie-Comeau	0
12 - Rouyn-Noranda	0
13 - Val-d'Or	3
14 - Shawinigan	2
15 - Trois-Rivières	1
16 - Drummondville	1
18 - Québec	11
22 - Gatineau	9
23 - Saint-Hyacinthe	0
24 - Granby	1
25 - Saint-Jean	0
26 - Sherbrooke	0
27 - Valleyfield	1
28 - Saint-Jérôme	8
29 - Joliette	2
31 - Village Olympique	18
36 - Laval	6
37 - Longueuil	3

¹ Données extraites au 31 janvier

Demands concernant une opposition en lien avec un agrandissement, subdivision ou changement d'affectation et, depuis le 21 février 2024, demandes par le propriétaire en lien avec une éviction pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation.

Nombre de décisions rendues

Tribunal administratif du logement

Volume des décisions rendues - Évictions		2024-2025¹
Total		261
02 - Saguenay		3
04 - Roberval		0
06 - Rimouski		2
07 - Rivière-du-Loup		0
08 - Gaspé		2
10- Sept-Îles		0
11- Baie-Comeau		0
12 - Rouyn-Noranda		1
13 - Val-d'Or		0
14 - Shawinigan		15
15 - Trois-Rivières		10
16 - Drummondville		8
18 - Québec		11
22 - Gatineau		9
23 - Saint-Hyacinthe		2
24 - Granby		8
25 - Saint-Jean		5
26 - Sherbrooke		4
27 - Valleyfield		13
28 - Saint-Jérôme		16
29 - Joliette		8
31 - Village Olympique		130
36 - Laval		3
37 - Longueuil		11

¹ Données en date du 31 janvier

Décisions concernant une opposition en lien avec un agrandissement, subdivision ou changement d'affectation et, depuis le 21 février 2024, décisions concernant une demande par le propriétaire en lien avec une éviction pour agrandissement, subdivision ou changement d'affectation.

7. Le nombre de causes impliquant une éviction jugée frauduleuse.

Volume de nouvelles demandes introduites - Recours en dommages-intérêts pour reprise ou éviction de mauvaise foi	
	2024-2025¹
Éviction de mauvaise foi	41
Reprise de logement de mauvaise foi	189

¹ Données extraites au 31 janvier 2025

8. Le nombre de causes impliquant une cession de bail.

Volume des nouvelles demandes introduites – Concernant la cession de bail		2024-2025¹
Cession de bail		93

¹ Données extraites au 31 janvier

9. Le nombre de cause impliquant une utilisation frauduleuse de la clause G.

Volume des nouvelles demandes introduites – Dommages – intérêts punitifs – Fausse déclaration à l’avis ou omission (clause G)	2024-2025¹
Dommages – intérêts punitifs – Fausse déclaration à l’avis ou omission (clause G)	2

¹ Données extraites au 31 janvier

10. Le nombre de causes ayant mené au versement de dommages et intérêts envers un locataire. Détailler la moyenne des paiements, ainsi que les montants maximums qui ont été versés.

Le Tribunal ne détient pas de données concernant « [l]e nombre de causes ayant mené au versement de dommages et intérêts envers un locataire » puisque les conclusions d'une décision ne se prêtent pas à la saisie informatique.

11. Concernant les évictions en raison de non-paiement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

Tribunal administratif du logement

Volume des demandes introduites - Non-paiement	2024-2025¹
Total	35 272
02 - Saguenay	621
04 - Roberval	87
06 - Rimouski	258
07 - Rivière-du-Loup	167
08 - Gaspé	154
10- Sept-Îles	135
11- Baie-Comeau	84
12 - Rouyn-Noranda	449
13 - Val-d'Or	220
14 - Shawinigan	396
15 - Trois-Rivières	844
16 - Drummondville	675
18 - Québec	4 143
22 - Gatineau	2 326
23 - Saint-Hyacinthe	405
24 - Granby	601
25 - Saint-Jean	657
26 - Sherbrooke	1 070
27 - Valleyfield	961
28 - Saint-Jérôme	1 568
29 - Joliette	736
31 - Village Olympique	14 214
36 - Laval	2 068
37 - Longueuil	2 433

¹ Données extraites au 31 janvier

Nombre de décisions rendues

Tribunal administratif du logement

Volume des décisions rendues - Non-paiement	2024-2025¹
Total	19 079
02 - Saguenay	367
04 - Roberval	65
06 - Rimouski	151
07 - Rivière-du-Loup	84
08 - Gaspé	60
10- Sept-Îles	64
11- Baie-Comeau	52
12 - Rouyn-Noranda	126
13 - Val-d'Or	132
14 - Shawinigan	225
15 - Trois-Rivières	494
16 - Drummondville	384
18 - Québec	2 059
22 - Gatineau	1 313
23 - Saint-Hyacinthe	219
24 - Granby	331
25 - Saint-Jean	350
26 - Sherbrooke	597
27 - Valleyfield	518
28 - Saint-Jérôme	872
29 - Joliette	426
31 - Village Olympique	7 585
36 - Laval	1 230
37 - Longueuil	1 375

¹ Données en date du 31 janvier

12. Concernant les reprises de logement : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

Tribunal administratif du logement

Volume des nouvelles demandes introduites - Reprises de logement	2024-2025¹
Total	2 331
02 - Saguenay	34
04 - Roberval	2
06 - Rimouski	12
07 - Rivière-du-Loup	4
08 - Gaspé	6
10- Sept-Îles	2
11- Baie-Comeau	5
12 - Rouyn-Noranda	10
13 - Val-d'Or	6
14 - Shawinigan	22
15 - Trois-Rivières	34
16 - Drummondville	29
18 - Québec	130
22 - Gatineau	82
23 - Saint-Hyacinthe	26
24 - Granby	27
25 - Saint-Jean	42
26 - Sherbrooke	57
27 - Valleyfield	68
28 - Saint-Jérôme	132
29 - Joliette	35
31 - Village Olympique	1 195
36 - Laval	158
37 - Longueuil	213

¹ Données extraites au 31 janvier

Nombre de décisions rendues

Tribunal administratif du logement

Volume des décisions rendues - Reprises de logement	2024-2025¹
Total	1 523
02 - Saguenay	19
04 - Roberval	0
06 - Rimouski	6
07 - Rivière-du-Loup	1
08 - Gaspé	2
10- Sept-Îles	2
11- Baie-Comeau	1
12 - Rouyn-Noranda	7
13 - Val-d'Or	2
14 - Shawinigan	22
15 - Trois-Rivières	28
16 - Drummondville	19
18 - Québec	52
22 - Gatineau	65
23 - Saint-Hyacinthe	17
24 - Granby	19
25 - Saint-Jean	21
26 - Sherbrooke	22
27 - Valleyfield	39
28 - Saint-Jérôme	86
29 - Joliette	29
31 - Village Olympique	840
36 - Laval	90
37 - Longueuil	134

¹ Données en date du 31 janvier

13. Concernant les demandes en fixation du loyer : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

Volume de demandes introduites en fixation et révision

Volume des demandes introduites en fixation et révision	2024-2025¹
Fixation	14 575
Révision	308

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des demandes introduites en fixation et révision	2024-2025¹
Total	14 883
02 - Saguenay	102
04 - Roberval	5
06 - Rimouski	37
07 - Rivière-du-Loup	11
08 - Gaspé	10
10- Sept-Îles	16
11- Baie-Comeau	4
12 - Rouyn-Noranda	127
13 - Val-d'Or	52
14 - Shawinigan	54
15 - Trois-Rivières	169
16 - Drummondville	91
18 - Québec	1 040
22 - Gatineau	345
23 - Saint-Hyacinthe	80
24 - Granby	99
25 - Saint-Jean	202
26 - Sherbrooke	194
27 - Valleyfield	148
28 - Saint-Jérôme	369
29 - Joliette	58
31 - Village Olympique	9 461
36 - Laval	1 045
37 - Longueuil	1 164

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des décisions rendues		2024-2025¹
Fixation		5 537
Révision		145

¹ Données extraites au 31 janvier

Volume des décisions rendues		2024-2025¹
2 - Saguenay	Fixation	34
	Révision	0
4 - Roberval	Fixation	1
	Révision	0
6 - Rimouski	Fixation	27
	Révision	0
7 - Rivière-du-Loup	Fixation	5
	Révision	0
8 - Gaspé	Fixation	3
	Révision	0
10 - Sept-Îles	Fixation	1
	Révision	0
11 - Baie-Comeau	Fixation	2
	Révision	0
12 - Rouyn-Noranda	Fixation	153
	Révision	0
13 - Val-d'Or	Fixation	18
	Révision	0
14 - Shawinigan	Fixation	52
	Révision	0
15 - Trois-Rivières	Fixation	95
	Révision	0
16 - Drummondville	Fixation	83
	Révision	0
18 - Québec	Fixation	254
	Révision	22
22 - Gatineau	Fixation	111
	Révision	6
23 - Saint-Hyacinthe	Fixation	49
	Révision	2
24 - Granby	Fixation	28
	Révision	0
25 - Saint-Jean-sur-le-Richelieu	Fixation	125
	Révision	0
26 - Sherbrooke	Fixation	149
	Révision	0
27 - Valleyfield	Fixation	59
	Révision	3
28 - Saint-Jérôme	Fixation	112
	Révision	5
29 - Joliette	Fixation	55
	Révision	0
31 - Montréal	Fixation	3 707
	Révision	106
36 - Laval	Fixation	209
	Révision	0
37 - Longueuil	Fixation	205
	Révision	1

¹ Données extraites au 31 janvier

14. Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à informer les citoyens sur les droits et obligations découlant du bail », en indiquant :

- a) le nom de l'action;
- b) le programme ou le projet dont elle est issue;
- c) la dépense encourue;
- d) le nombre d'employés affectés;
- e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.

a) Le Tribunal administratif du logement donne accès à une information neutre et de qualité permettant aux citoyens de connaître leurs droits et obligations à titre de locataires ou de locateurs. Les renseignements sont donnés par téléphone, par courriel, par courrier, sur le site Web ou encore en personne dans les 26 bureaux et les 4 points de service répartis sur le territoire. Le Tribunal offre également des webinaires mensuels et publie de l'information juridique vulgarisée sur les réseaux sociaux ainsi qu'une infolettre.

b) Voir la réponse précédente.

c) La réponse à cette question sera présentée au rapport annuel de gestion 2024-2025 du Tribunal.

d) 73 employés

e) Auditoire par type de canal :

Canal	2024-2025¹
Téléphone	965 273
Entrevues et visiteurs	67 843
Courriel-Courrier postal-Télécopie	210 176
Internet	3 297 556 sessions 1 433 945 visiteurs uniques
Webinaires	1 183
Médias sociaux	≈ 4 700

¹Données extraites au 31 janvier 2025

15. Fournir une liste de toutes les actions réalisées dans le cadre de la mission du Tribunal consistant « à favoriser la conciliation des relations entre propriétaires et locataires », en indiquant :

- a) le nom de l'action;
- b) le programme ou le projet dont elle est issue;
- c) la dépense encourue;
- d) le nombre d'employés affectés;
- e) une estimation de l'auditoire atteint par l'action.

a) Service de conciliation;

b) L'article 5 de la *Loi sur la Tribunal administratif du logement* stipule que le Tribunal administratif du logement doit favoriser la conciliation entre locateurs et locataires;

c) La réponse à cette question sera présentée au rapport annuel de gestion 2024-2025 du Tribunal administratif du logement;

d) 6 employés sont affectés à la conciliation

e)

ACTIONS	2024-2025¹
Demandes traitées en conciliation	2 349
Nombre de séances tenues	1 737
Demandes fermées en conciliation	1 304

¹Données extraites au 31 janvier 2025

16. Concernant la clause F : fournir le nombre de causes introduites et de décisions rendues pour l'ensemble du Québec, par mois et par région, pour l'année écoulée.

Le Tribunal ne détient pas de données relatives aux causes introduites et aux décisions rendues « concernant la clause F ».

Il n'existe pas de recours propre à la clause F. Celle-ci porte plutôt sur une exception selon laquelle les parties au bail ne peuvent saisir le Tribunal d'une demande de fixation de loyer ou de modification d'une autre condition du bail en certaines circonstances.



ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
REQUIS PAR LE TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Avril 2025

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION**

MINISTRE DE L'HABITATION

1. Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis les cinq dernières années, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.
2. Indiquer les sommes dépensées depuis les cinq dernières années par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information ainsi que les prévisions pour 2025-2026. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
3. Tous les documents et échanges avec le gouvernement fédéral concernant les projets et les montants prévus en habitation pour le Québec, concernant notamment l'entente entre Ottawa et Québec dans le cadre de la *Stratégie nationale sur le logement* sur le territoire et l'entente concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements.
4. Tous les documents et échanges avec les gouvernements municipaux concernant le recensement d'espaces inoccupés dans les villes et municipalités du Québec et la participation du ministère à ceux-ci.
5. Tous les documents, notes, rapports, mémoires ou correspondance concernant les effets potentiels de l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction.

Tribunal administratif du logement et Régie du logement

6. Nombre de régisseurs depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
7. Nombre moyen de causes entendues par le régisseur depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
8. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.
9. Statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, pour les 5 dernières années, en indiquant :
 - a. la nature des recours intentés, triés par type de recours;
 - b. le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;
 - c. le nombre de décisions rendues;
 - d. les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
 - e. les délais entre l'audition et la signification de la décision;
 - f. le nombre de décisions contestées;
 - g. le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;
 - h. le nombre de forclores.
10. Nombre de requêtes déposées pour éviction pour subdivision, agrandissement substantiel ou changement d'affectation d'un logement.
11. Nombre de requêtes déposées en fixation du loyer, ventilées par région, pour les 5 dernières années.
12. Bilan des actions et des montants attribués à la promotion des droits des locataires et des locateurs au cours des cinq dernières années, et les montants prévus pour 2025-2026.
13. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Tribunal administratif du logement depuis les cinq dernières années. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Société d'habitation du Québec (SHQ)

14. Dans le cadre du programme AccèsLogis Québec, indiquer:
 - a. le montant global, ventilé par volet du programme et par projet, des subventions versées depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
 - b. le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements réalisés en vertu de ce programme depuis 1997, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
 - c. le nombre total, ventilé par année, de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance réalisés en vertu de ce programme depuis 1997, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
 - d. ventilée par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention;
 - e. le nombre de logements communautaires créés depuis 10 ans, ventilé par année et par circonscription électorale, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
 - f. le nombre de personnes âgées à faible revenu ayant bénéficié du programme AccèsLogis Québec – Volet II, destiné aux personnes âgées, et le bilan du nombre de logements adaptés (Volet III) accordés annuellement entre 2004 et 2022, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
 - g. l'état de situation, incluant le nombre et le montant total des subventions octroyées depuis les 10 dernières années, le montant individuel de chacune d'elles, le nom et la circonscription du bénéficiaire de la subvention, ventilé par année, pour chacune des subventions additionnelles suivantes :
 - i. Municipalités dont la population est inférieure à 2500 habitants;
 - ii. Régions éloignées;
 - iii. Aide temporaire à l'occupation du territoire (AOT);
 - iv. Subvention pour l'adaptabilité du logement (SUAL);
 - v. Subvention pour adaptation de domicile (SAD);
 - vi. Participation au programme Rénovation Québec (PRQ).
15. Dans le cadre du programme Allocation-logement en faveur des personnes âgées et des familles, indiquer :
 - a. la ventilation détaillée des budgets des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
 - b. pour ces années, le nombre de personnes âgées, de personnes seules et de familles à faible revenu qui ont bénéficié de l'allocation-logement, et le nombre, de même que la répartition par région des personnes âgées, des personnes seules et des familles à faible revenu bénéficiant de l'allocation-logement.
16. Dans le cadre du Programme d'habitation abordable du Québec, indiquer:
 - h. le montant global, ventilé par volet du programme et par projet, des subventions en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
 - i. le nombre total, ventilé par année et par volet du programme, de logements planifiés ou réalisés en vertu de ce programme, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
 - j. le nombre total, ventilé par année, de logements destinés aux personnes en situation d'itinérance planifiés ou réalisés en vertu de ce programme, ainsi que les prévisions pour 2025-2026;
 - k. ventilée par circonscription électorale, la liste des municipalités, organismes ou entreprises qui ont bénéficié d'une subvention en 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026. Indiquer, pour chacun, le montant de ladite subvention;
 - l. le nombre de logements communautaires créés, ventilé par année et par circonscription électorale, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
17. Ventilation, par programme, du soutien financier apporté à la SHQ et des sommes provenant du gouvernement fédéral pour les exercices des 10 dernières années, et les prévisions pour 2025-2026.
18. Sommaire des montants versés, par programme et par circonscription électorale, depuis les 10 dernières années, et les prévisions pour 2025-2026.

19. État de situation concernant les négociations avec le gouvernement fédéral, notamment quant au renouvellement des ententes pour les programmes à frais partagés, ainsi qu'au sujet du transfert au Québec de l'ensemble des programmes fédéraux. À propos de ces deux dossiers, fournir une copie des documents, analyses ou notes, ainsi qu'une liste des rencontres tenues, incluant la date et les personnes participantes, depuis les cinq dernières années.
20. État complet et détaillé de la situation des coopératives d'habitation gérées par la SHQ à travers le Québec (nombre, financement des rénovations) pour l'année 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026.
21. État de situation dressé par la SHQ concernant les coopératives d'habitation pour lesquelles les ententes avec le gouvernement fédéral sont arrivées ou arriveront à échéance en 2025-2026, et portrait de la situation pour les années à venir. Tableau présentant l'impact financier de la fin des conventions pour ces coopératives.
22. Nombre de projets et nombre d'unités de logement en attente de financement ou d'une autorisation de la SHQ pour 2023-2024 et 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026.
23. État de situation sur les transferts de responsabilité vers les villes et les MRC de programmes administrés par la SHQ.
24. Ventilation, par programme et par ville, des sommes allouées aux villes pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour les 10 dernières années, et les prévisions pour 2025-2026.
25. Ventilation, par programme et par organisme, des sommes allouées aux organismes à but non lucratif pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour les 10 dernières années, et les prévisions pour 2025-2026.
26. Ventilation, par programme et par institution d'enseignement, des sommes allouées aux institutions d'enseignement pour les programmes d'amélioration de l'habitat pour les 10 dernières années, et les prévisions pour 2025-2026.
27. État de situation au sujet de l'itinérance au Québec et sommes versées par la SHQ pour ce dossier depuis les cinq dernières années.
28. Nombre d'unités de logement neuves qui ont été construites, par circonscription électorale, au cours des 10 dernières années, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
29. Nombre d'unités de logement social qui ont été construites, par circonscription électorale, au cours des 10 dernières années, ainsi que les prévisions concernant le nombre d'unités de logement et les montants pour 2025-2026.
30. Liste de tous les programmes d'aide financière sous la responsabilité de la SHQ et des offices municipaux d'habitation en vigueur depuis les 10 dernières années, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, en indiquant pour chacun d'eux les sommes dévolues et leur ventilation détaillée, les sommes effectivement engagées et le solde disponible, s'il y a lieu. Indiquer également le nombre total de ménages aidés.
31. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation. Identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région) en 2024-2025 et pour les quatre années précédentes. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :
 - a. SBL Public – régulier;
 - b. SBL Public – Inuit;
 - c. SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements);
 - d. SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux);
 - e. SBL Privé – régulier et spécial;
 - f. Aide aux organismes communautaires;
 - g. Supplément au loyer;
 - h. Supplément au loyer spécial;
 - i. Allocation-logement;
 - j. Achat Rénovation;
 - k. AccèsLogis Québec;
 - l. Programme d'habitation abordable du Québec;
 - m. Aide d'urgence aux ménages sans logis;

- n. Adaptation de domicile (PAD);
 - o. Logements adaptés pour aînés autonomes;
 - p. RénoVillage;
 - q. RénoRégion
 - r. Réparation d'urgence;
 - s. Amélioration des maisons d'hébergement;
 - t. Revitalisation des vieux quartiers;
 - u. Pyrrhotite;
 - v. Rénovation Québec;
 - w. Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord;
 - x. Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités;
 - y. Programme spécial de rénovation – Kitcisakik;
 - z. Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec;
 - aa. Appui au développement de l'industrie de l'habitation.
32. Ventilation, pour les programmes Rénovation Québec, Revitalisation des vieux quartiers, RénoVillage et le PAD, pour chacune des circonscriptions électorales et MRC, du nombre de logements rénovés qui ont fait l'objet d'une subvention de la SHQ. Inclure la ventilation de l'aide versée par les municipalités depuis 2013, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
33. Ventilation, par municipalité, des délais de prise en charge des demandes du PAD depuis 2012 :
- a. date de réception de la demande par la SHQ;
 - b. date du traitement par la SHQ;
 - c. date de la transmission à la municipalité;
 - d. nombre de demandes en attente d'une évaluation par un ergothérapeute;
 - e. nombre en attente d'une soumission;
 - f. délai entre la demande à la SHQ et la fin des travaux.
34. Liste de tous les centres de services mis en place par la SHQ : fonction, financement, budget, objectifs, nombre de personnes employées dans chacun de ces centres, projets réalisés, en cours de réalisation ou prévus.
35. État de situation et ventilation, par municipalité, des listes d'attente pour les HLM, pourcentage des HLM destinées uniquement aux personnes âgées et bilan du nombre d'unités construites par année de 2004 à 2024, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
36. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés de la SHQ. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité, ainsi que le coût total pour l'année 2024-2025. Prévisions pour 2025-2026.
37. Présentation détaillée des coûts engendrés pour la construction d'un logement, ventilés par région et selon les différents programmes de la SHQ en matière de construction de logements sociaux, et évolution de ces coûts depuis 2004.
38. Présentation détaillée du Programme d'accessibilité des établissements touristiques lancé en 2017. Ventilée par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet. Prévisions pour 2025-2026.
39. Présentation détaillée du programme d'aide financière pour soutenir les propriétaires qui souhaitent rendre leurs petits établissements d'affaires, commerciaux et communautaires accessibles aux personnes handicapées dans le cadre du Programme d'accessibilité des établissements touristiques lancé en 2017 et annoncé à la page 11 du Portrait sur l'accessibilité des commerces réalisé par l'Office des personnes handicapées du Québec en février 2018. Ventilée par nombre de demandes reçues, nombre de demandes acceptées, ainsi que la ventilation des sommes dépensées par région et par projet. Prévisions pour 2025-2026.

40. Toutes les études et statistiques disponibles sur le manque de logements et les logements non adaptés aux besoins, depuis les 10 dernières années, par région. Si disponible, subdiviser les statistiques par :
 - a. Le type de ménage (personne seule, couple, famille avec un enfant, etc.);
 - b. Le sexe;
 - c. L'âge;
 - d. Le revenu;
 - e. La région;
 - f. La fonction (ressources pour femmes victimes de violence conjugale, logements adaptés, etc.).
41. La ventilation, par région, des taux d'inoccupation des logements pour les 10 dernières années.
42. La proportion, par région, de logements utilisés pour de l'hébergement touristique, par année, pour les 5 dernières années.
43. La proportion, par région et grande ville, de locaux commerciaux vacants, par année, pour les 10 dernières années.
44. Financement du déficit d'exploitation des HLM
45. Selon le dernier rapport financier de la SHQ, quel est le coût moyen d'exploitation d'un logement HLM au Québec, ventilé par poste de dépenses et de revenus ?
46. Quel est le déficit d'exploitation annuel du parc HLM au Québec de 2018 à aujourd'hui et quelle a été la contribution de chaque palier de gouvernement à celui-ci ?
47. Quel montant supplémentaire annuel la SHQ a-t-elle dû assumer pour le déficit d'exploitation en raison de la fin des ententes de financement avec la SCHL pour les années 2018 à aujourd'hui ?
48. Quel montant supplémentaire annuel la SHQ prévoit-elle devoir assumer pour le déficit d'exploitation en raison de la fin des ententes avec la SCHL pour les années 2023 à 2028 ?
49. La SHQ aura-t-elle besoin de mettre en place un programme spécifique pour assumer le déficit d'exploitation des HLM suite au retrait du fédéral ? Si oui, où en sont les démarches et l'échéancier pour formuler un tel programme ?
50. Est-il dans les scénarios de la SHQ d'augmenter la contribution des locataires du parc HLM pour compenser le retrait du financement fédéral au déficit d'exploitation ?

Rénovation du parc HLM

51. Combien la SCHL a-t-elle versée à la SHQ dans le cadre du financement alloué au RAM régulier des immeubles HLM toujours sous convention pour les années 2020 à 2024 ?
52. La SHQ a-t-elle tentée de négocier avec la SCHL une entente pluriannuelle pour déterminer les budgets disponibles pour la rénovation des HLM (RAM régulier) pour les années à venir ? Si oui, quels ont été les résultats ?
53. Quelles sont les données les plus récentes du bilan de santé des immeubles (BSI), avec les cotes de vétusté, par immeuble et par logement, ainsi que les montants estimés pour chacun des 149 offices d'habitation et pour chacune des régions du Québec ?
54. Selon l'état de santé du parc HLM régulier dont dispose la société, quels montants sont prévus nécessaires de 2023 à 2028 pour ramener à un niveau acceptable, soit la cote C, l'ensemble du parc HLM ? Peut-on ventiler ces sommes pour les immeubles toujours sous convention et pour ceux maintenant hors convention ?
55. Comment la SHQ a-t-elle utilisée les sommes prévues au volet deux de l'ECQL pour chacune des années de l'entente incluant 2024-2025 ?
56. Sur quoi se fonde l'argument de la SHQ à l'effet qu'elle n'a pas pu utiliser la majeure partie des sommes du volet deux de l'EQCL au profit de la rénovation des HLM en raison des spécifications contenues dans l'entente ?

57. Depuis quand la SHQ est-elle consciente de ces contraintes et quelles démarches a-t-elle entreprise et selon quel échéancier pour satisfaire aux exigences demandées pour utiliser les sommes à cette fin ?
58. Depuis 2008, la SHQ a investi plus de 3 milliards \$ dans la rénovation de son parc. Existe-t-il un bilan identifiant les forces et les faiblesses de ces interventions, notamment en matière d'accessibilité, de développement durable, etc. ?
59. À l'intérieur des paramètres de son programme de rénovation des HLM, la SHQ compte-t-elle : 1- permettre aux offices d'habitation d'inclure des travaux de modernisation des immeubles pour tenir compte des besoins des personnes à mobilité réduite (ouvre-porte, rangement des quadri-porteurs, rampes, salle de lavage sur les étages, etc.) ; 2- permettre des aménagements extérieurs pour répondre aux besoins des familles avec enfants ; 3- poursuivre des objectifs de développement durable ?
60. Le programme permettra-t-il de fournir un engagement budgétaire pluriannuel aux pour favoriser la planification des travaux ?
61. Comment la SHQ compte-t-elle accorder une priorité dans l'attribution des fonds aux immeubles ayant les pires cotes de vétusté ?

Autres

62. Quel est le nombre de demandeurs de HLM par région au Québec selon les données les plus récentes de la SHQ ?
63. Au sens de la loi de la SHQ, chaque office d'habitation a l'obligation de mettre en place un comité consultatif de résidants. Combien d'offices ont un comité consultatif des résidants ? Cette obligation fait-elle partie des vérifications menées auprès des offices par la SHQ ?
64. Combien de logements ont été attribué en 2023 et en 2024 à des ménages demandeurs dépassant les PRBI de leurs régions ? Peut-on obtenir la ventilation par office ?
65. Quels résultats ont été obtenu en matière de regroupement des offices en 2024-2025 ? Pourquoi la SHQ a-elle-mis fin aux activités du comité de coordination sur le regroupement des offices ?
66. Seulement 25 % des 149 offices atteignent le seuil de performance de 300 logements identifié comme gage de succès par la SHQ, quel est le plan de travail de la SHQ pour compléter le processus de consolidation du réseau des offices ?
67. Dans chacun des 8 programmes de suppléments au loyer financés par la SHQ, combien d'unités de PSL sont non utilisés ?
68. Combien coûterait à la SHQ l'autorisation accordée aux 149 offices d'habitation de négocier avec les fournisseurs un tarif de connexion internet avantageux pour les locataires et de l'offrir en option dans les montants forfaitaires ajoutés au coût du loyer de base ?
69. En 2021, l'Assemblée nationale a apporté des modifications à la Loi de la SHQ, notamment les articles 58.8 et 68.16, pour favoriser la participation des locataires. Pourquoi la SHQ n'a pas établi les procédures pour rendre opérantes ces deux dispositions de sa loi ?
70. Combien de rencontre de la Table de concertation sur les HLM publics animée par la SHQ ont eu lieu en 2023-2024 et 2024-2025 ? Quels sont les projets de la SHQ concernant le mandat et le plan de travail de ce lieu de concertation avec ses partenaires du ROHQ, de l'ADOHQ et de la FLHLMQ ?
71. Dans son plan stratégique, la SHQ devait en 2024-2025 établir un nouveau cadre de suivi de la performance de ses mandataires basés sur certains indicateurs clés. Ou en est rendu l'élaboration de ce cadre ?

1. Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire du ministre depuis les cinq dernières années, ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé chacun d'eux.

Sans objet

2. Indiquer les sommes dépensées depuis les cinq dernières années par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information ainsi que les prévisions pour 2025-2026. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
-

La réponse à cette question est fournie à la question générale 40.

3. Tous les documents et échanges avec le gouvernement fédéral concernant les projets et les montants prévus en habitation pour le Québec, concernant notamment l'entente possible entre Ottawa et Québec dans le cadre de la *Stratégie nationale sur le logement* sur le territoire et l'entente concernant le Fonds pour accélérer la construction de logements.

Sans objet

4. Tous les documents et échanges avec les gouvernements municipaux concernant le recensement d'espaces inoccupés dans les villes et municipalités du Québec et la participation du ministère à ceux-ci.
-

Sans objet

5. Tous les documents, notes, rapports, mémoires ou correspondance concernant les effets potentiels de l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction.

Sans objet

6. Nombre de régisseurs depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.

Au 31 janvier 2025, le nombre de membres du Tribunal excluant les membres assignés à des fonctions administratives de président et vice-président :

2024-2025
53 ¹

¹ Dont 5 membres à temps partiel

7. Nombre moyen de causes entendues par le régisseur depuis 10 ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.
-

La réponse est fournie à la question 10 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

8. Délai moyen de chacune des causes entendues par les régisseurs, et ce, par type de cause.
-

La réponse est fournie à la question 11 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

9. Statistiques sur les activités du Tribunal administratif du logement, ventilées par région, pour les 5 dernières années, en indiquant :
- a) la nature des recours intentés, triés par type de recours;
 - b) le nombre de requêtes déposées, triées par type de requête;
 - c) le nombre de décisions rendues;
 - d) les délais entre le dépôt de la requête et l'audition;
 - e) les délais entre l'audition et la signification de la décision;
 - f) le nombre de décisions contestées;
 - g) le nombre de décisions contestées et qui ont été renversées;
 - h) le nombre de forclores.
-

La réponse est fournie à la question 12 des renseignements particuliers requis par l'opposition officielle, Volet-Habitation.

10. Nombre de requêtes déposées pour éviction pour subdivision, agrandissement substantiel ou changement d'affectation d'un logement.
-

La réponse est fournie à la question 5 des renseignements particuliers requis par la deuxième opposition, Volet-Habitation.

11. Nombre de requêtes déposées en fixation du loyer, ventilées par région, pour les 5 dernières années.
-

La réponse est fournie à la question 12 des renseignements particuliers requis par la seconde opposition, Volet-Habitation.

12. Bilan des actions et des montants attribués à la promotion des droits des locataires et des locateurs au cours des cinq dernières années, et les montants prévus pour 2025-2026.

Le Tribunal administratif du logement ne fait pas la promotion des droits des locataires et des locateurs. L'un de ses éléments de mission est d'informer les citoyens sur les droits et les obligations découlant des relations entre locateurs et locataires.

Le Tribunal administratif du logement donne accès à une information neutre et de qualité permettant aux citoyens de connaître leurs droits et obligations à titre de locataires ou de locateurs. Les renseignements sont donnés par téléphone, par courriel, par courrier, sur le site Web ou encore en personne dans les 26 bureaux et les 4 points de service répartis sur le territoire.

Canal	2024-2025¹
Téléphone	965 273
Entrevues et visiteurs	67 843
Courriel-Courrier postal-Télécopie	210 176
Internet	3 297 556 sessions 1 433 945 visiteurs uniques
Webinaires	1 183
Médias sociaux	≈ 4 700

¹Données extraites au 31 janvier 2025

Le coût de revient pour l'exercice financier 2024-2025 ne sont pas disponibles en date du 31 janvier 2025.

13. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Tribunal administratif du logement depuis les cinq dernières années. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

La réponse est fournie à la question 54 des renseignements généraux requis par l'opposition officielle.